



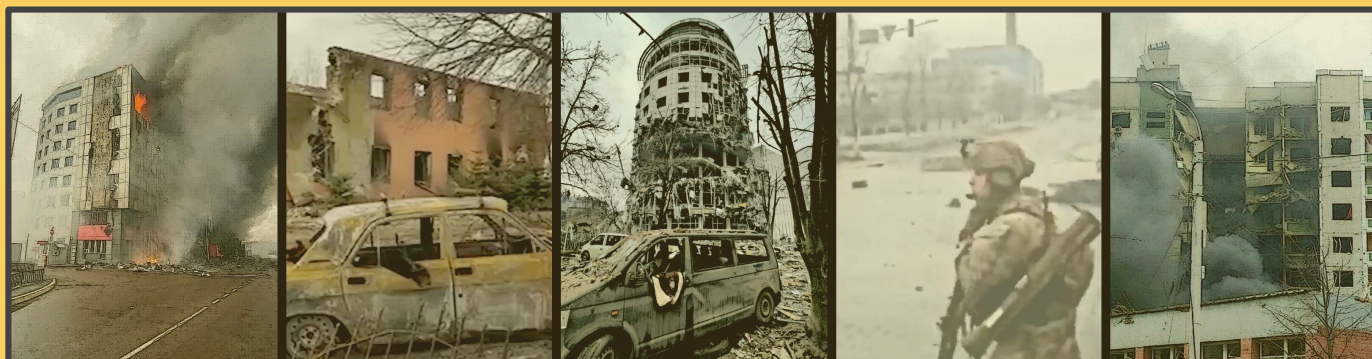
CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

■ La nature bureaucratique des régimes russe et ukrainien et leur signification pour l'émergence de la guerre (page 4) ■ « La clef, c'est la guerre » (page 10) ■ La crise ukrainienne relève de la guerre impérialiste – rejoignez la bannière du marxisme-léninisme-maoïsme ! (page 17) ■ La guerre en Ukraine ouvre la boîte de Pandore des conflits militaires impérialistes directs – la guerre populaire mondiale est la réponse historique (page 25) ■ Entre chronologie réelle et narration impérialiste : le processus de déclenchement de la guerre en Ukraine (page 29) ■ La guerre en Ukraine et son arrière-plan en Transcaucasie (page 39) ■ La recomposition de classe qui découle dans la métropole impérialiste de la guerre en Ukraine (page 46) ■ La question de la révolution démocratique dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux (page 51)

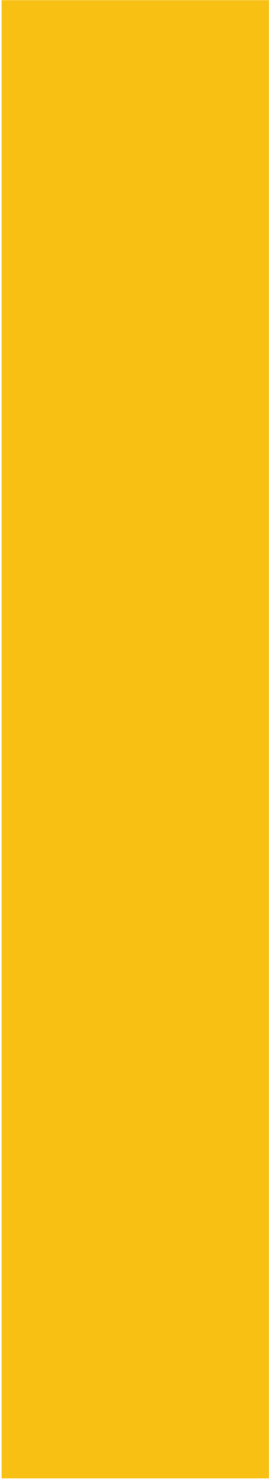
Mars 2022

n°19





éditorial



Lorsque paraît le premier numéro de **Crise** en mai 2020, nous disions deux choses : tout d'abord, que la pandémie était l'expression de la contradiction entre les villes et les campagnes, qui a été rendue aiguë comme jamais avec la formidable expansion capitaliste dans la période 1989-2020. Ce n'était pas là une crise de développement, mais une crise écologique témoignant que le capitalisme était rentré dans le mur. C'est la seconde crise générale du capitalisme, la première étant apparue en 1914-1917.

Ensuite, que le capitalisme répondrait par deux moyens à la crise générale : par les restructurations et la guerre impérialiste. Dès avril 2021, nous exprimions dans **Crise** que la question ukrainienne allait être l'épicentre d'un affrontement militaire de grande ampleur. Il y eut d'ailleurs ce même mois deux numéros de **Crise**, afin de bien aborder cela, de bien aborder les enjeux.

Désormais, comme prévu donc, les portes des enfers ont été ouvertes avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Elles ne se refermeront plus, ou, plus exactement, ce sera à la guerre populaire mondiale de les fermer et même de détruire les enfers. Ce sera naturellement un processus long et douloureux, tourmenté et ardu, c'est un défi comme l'humanité n'en a jamais connu. C'est très exactement ce que Mao Zedong disait dans les années 1960 au sujet des cinquante, cent années à venir.

Naturellement, le panorama ne consiste pas seulement en la guerre impérialiste. Il y a le réchauffement climatique ; il y a ces immenses mégalo-pôles invivables dont on ne va pas savoir quoi faire. Il y a les animaux avec qui le rapport doit être révolutionné, sans parler de l'écocide en cours à l'échelle planétaire ; il y a une aliénation massive et profonde ayant terriblement déformé les consciences. Il y a des mentalités destructrices qu'il faut surmonter ; il y a une fascination pour la propriété et le culte du moi qui reste à dépasser à grande échelle. Il y a encore cette odieuse exploitation capitaliste, systématique, qui n'est pas comprise comme telle encore par le prolétariat mondial, tout en étant ressenti au plus profond de lui-même.



Il est évident que l'humanité, dans les conditions actuelles, n'est pas du tout à la hauteur. On peut même dire que, si on voit les choses objectivement mais qu'on ne saisit pas le mouvement dialectique des choses, on ne peut que sombrer dans la panique, ou bien être écrasée, broyée par une terrible pression. On court à la catastrophe, les couches dominantes de tous les pays font grosso modo ce qu'elles « veulent », et c'est de pire en pire.

Et pourtant, de par le cours historique inévitable des choses, la révolution mondiale va triompher, parce que c'est une nécessité désormais totale. L'avant-garde désigne justement ceux et celles qui sont en avance sur ce plan, lisant l'avenir et s'y conformant. **Crise** est un outil précieux en ce sens, pour analyser la seconde crise générale du capitalisme, sa substance, ses modalités, indiquant la marche à suivre en élevant le niveau de conscience de la situation historique. Et, donc tout est à faire, ou plus exactement à refaire. Le prolétariat mondial a en effet connu une véritable déroute à tous les niveaux : politique, idéologique, culturel, militaire, sans parler des très importantes restructurations économiques en série profitant du développement technologique.

La première crise générale a été résolue grâce à l'émergence de la superpuissance impérialiste américaine dans les années 1920 et son développement dans les années 1930-1940, loin du conflit sur le continent européen. La transformation de l'URSS en social-impérialisme à la mort de Staline en 1953 et de la Chine populaire en social-fascisme après la mort de Mao Zedong en 1976 se sont ajoutés à cela, tout comme ensuite l'effondrement du social-impérialisme soviétique et l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale capitaliste.

Et nous voilà au début de la seconde crise générale du capitalisme, sans disposer concrètement d'appuis réels sur le plan matériel. Heureusement, il y a eu la préservation de l'héritage historique qu'est le marxisme-léninisme-maoïsme, à travers et malgré l'expansion capitaliste, des fondamentaux, dans une grande bataille contre le révisionnisme se combinant, de manière dialectique, à l'aspect essentiel qui est l'étude, sur une base concrète, des transformations de la réalité. C'est cela qui permet l'existence de **Crise**. Et son rôle ne pourra que grandir. C'est la raison pour laquelle nous avons modifié la mise en page, même si nous gardons toujours en tête, pour des raisons pratiques, de revenir à une mise en page moins élaborée. Il faut savoir en effet fixer les priorités.

Et là, les choses se précipitent. Non seulement le monde a sacrément changé depuis 1989, mais là on est dans une période où même la semaine dernière apparaît comme une sorte de monde lointain. Nous vivons l'époque de la course à l'abîme du capitalisme. Et dialectiquement, l'autre aspect est le triomphe de la révolution mondiale – inéluctablement ! ■

LA NATURE BUREAUCRATIQUE DES RÉGIMES RUSSE ET UKRAINIEN ET LEUR SIGNIFICATION POUR L'ÉMERGENCE DE LA GUERRE

On dit qu'il faut considérer comme périmée la thèse de Lénine selon laquelle l'impérialisme engendre inévitablement les guerres, puisque de puissantes forces populaires ont surgi maintenant, qui défendent la paix contre une nouvelle guerre mondiale. Cela est faux. Staline



Pour qu'un pays entre en guerre, il faut que ses dirigeants décident de l'entrée en guerre, que le noyau de l'appareil d'État suive ces dirigeants, que l'ensemble de l'appareil de l'État suive ce noyau de l'appareil d'État, que l'armée suive l'appareil d'État (dont elle est une partie), que la population dans son ensemble soutienne l'entrée en guerre ou du moins ne s'y oppose pas.

Des dirigeants d'un pays ne peuvent donc pas, de manière isolée, décider une entrée en guerre ; même dans les régimes de l'antiquité, les choix du tyran s'inscrivaient dans la perspective des couches dominantes de la société, qui peuvent être par ailleurs très différentes selon les situations et les époques.

Une déclaration de guerre s'inscrit toujours dans un contexte historique donné, elle n'est pas un fait du Prince ; pour saisir cela il suffit de penser à l'intendance militaire : il faut des soldats, l'encadrement des soldats, des armes, des tacticiens et des stratèges, s'occuper de l'intendance, etc. La guerre n'est jamais une simple décision administrative.

Il faut également voir l'autre aspect de cette question. Un pays qui entre en guerre, cela peut être une normalité ou une anomalie. Cela dépend en effet du rapport à la guerre du régime social prédominant.

Pour un régime de type esclavagiste, la guerre est la norme, parce que l'existence économique et sociale repose sur l'acquisition d'esclaves. La paix n'est qu'un intermédiaire, une trêve, entre les guerres, qui forme l'aspect principal de ce mode de production. C'est dans ce sens qu'il faut prendre que la langue grecque antique par exemple n'avait pas de mot pour désigner la « paix » au sens où nous l'entendons à notre époque, car ce concept n'y pouvait émerger de par le cadre même.

Pour un régime de type capitaliste libéral, la guerre est une anomalie, parce que l'existence économique et sociale repose sur l'accumulation capitaliste, qui exige une situation pacifiée, des échanges internationaux, des contrats qui soient fiables juridiquement grâce à un régime stable.

Ce ne sont là toutefois que des exemples relatifs, car encore faudrait-il définir précisément par guerre, la guerre menée par Alexandre le grand n'étant pas celle menée par Napoléon. Quoiqu'il en soit, la guerre repose sur une décision non pas individuelle mais sociale, impliquant l'ensemble du corps social.

LA GUERRE REPRÉSENTE UN SAUT QUALITATIF

Mais ce n'est pas tout ! La contradiction entre la « décision » de la déclaration de guerre et le caractère normal ou anormal de la guerre exige de saisir le saut qualitatif que présente la résolution de cette contradiction.

L'erreur, fatale, de la social-démocratie dans sa quasi-totalité en 1914 était qu'elle considérait que la guerre était portée par le militarisme, qui prolongeait le capitalisme comme excroissance interne.

Cela aboutit à la dénonciation des marchands de canon et des nationalistes. Au lieu de voir le cadre et les nécessités internes qu'il entraîne, il a été vu la partie.



Et il a été considéré que cette dimension pouvait être traitée comme un « système » en soi, isolable et traitable sans impliquer l'ensemble capitaliste.

À la logique d'une rupture fondamentale, d'une révolution, il a été de fait substitué une analyse réformiste dans son essence de la guerre et du capitalisme, qui permettait de lier relativement l'un à l'autre, tout en les découplant et en maintenant à la base la perspective qu'il était possible de revenir ou de développer une forme du capitalisme qui en rejetant le militarisme, porterait le rejet de la guerre.

Jean Jaurès est exemplaire de cette question réformiste où la guerre est un accident de parcours d'un capitalisme qui ne voudrait pas la guerre. C'est le sens de son propos comme quoi « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » :

« D'une part, tandis que tous les peuples et tous les gouvernements veulent la paix, et malgré tous les congrès de philanthropie internationale, la guerre peut naître d'un hasard toujours possible ; et d'autre part, alors que s'est développé partout l'esprit de démocratie et de liberté, se développent aussi les grands organismes militaires qui, au jugement des penseurs républicains qui ont fait notre doctrine, sont toujours un péril chronique pour la liberté des démocraties. Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage. Messieurs, il n'y a qu'un moyen d'abolir enfin la guerre entre les peuples, c'est d'abolir la guerre entre les individus, c'est d'abolir la guerre économique, le désordre de la société présente, c'est de substituer à la lutte universelle pour la vie, qui aboutit à la lutte universelle sur les champs de bataille, un régime de concorde sociale et d'unité. Et voilà pourquoi, si vous regardez, non pas aux intentions, qui sont toujours vaines, mais à l'efficacité des principes et à la réalité des conséquences, logiquement, profondément, le parti socialiste est dans le monde aujourd'hui le seul parti de la paix. »

C'est inversement parce qu'il a compris que la guerre correspondait à une transformation qualitative du capitalisme en lui-même que Lénine a saisi la notion d'impérialisme comme stade suprême du capitalisme, et inversement c'est parce qu'il a compris la nature de

l'impérialisme qu'il a compris la nature de la guerre.

Il faut donc, pour saisir la guerre en Ukraine, s'intéresser à ses modalités pour en comprendre la nature. La dignité du réel prime : si l'on prend la guerre en Ukraine, il faut donc une décision

sociale, tant du côté russe, que du côté ukrainien. Il faut donc voir qui prend cette décision et comment.

QUI A DÉCIDÉ LA GUERRE DU CÔTÉ RUSSE ?

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été annoncée par le président russe Vladimir Poutine à la télévision russe très tôt le matin, et présentée comme une « opération spéciale ». Il y a deux figures majeures à ses côtés : le ministre russe de la défense Sergueï Shoïgu et le chef d'état-major russe Valéry Gerasimov. Il existe d'autres figures significatives, comme le chef du Conseil de sécurité de la Russie Nikolai Patrushev et le vice-président du Conseil de sécurité Dmitri Medvedev.

On est ici dans la continuité. Vladimir Poutine dirige le pays depuis 1999. Valéry Gerasimov est chef d'état-major depuis 2012. Sergueï Shoïgu est ministre de la Défense depuis 2012, après avoir été ministre des Situations d'urgence de... 1994 à 2012. Nikolai Patrushev dirige les services secrets depuis 1999. Dmitri Medvedev a été président de la Russie de 2012 à 2020 car Vladimir Poutine ne pouvait pas légalement se représenter et se contentait de diriger depuis son poste de premier ministre.

On est ici dans une équipe restreinte de gens placés depuis très longtemps ; en russe, on appelle ses membres les « siloviki », ceux qui relèvent des plus hautes fonctions des appareils de « force ». De par l'importance de ces appareils dans l'économie – comme continuité du complexe militaro-industriel massif – les « siloviki » ont un contrôle significatif sur une partie de la société, cherchant à partir de là d'imposer un cadre idéologique bien déterminé.

C'est à la fois en contradiction et en convergence avec une oligarchie née de l'effondrement de l'URSS en 1991, avec une centaine de milliardaires prenant alors les commandes de l'État russe. Le début des années 2000 a été marquée par une convergence d'une partie de l'oligarchie avec les « siloviki » et une mise au pas des autres.

Le régime russe est, de fait, extrêmement centralisé. La guerre a été décidée au plus haut niveau, exprimant le point de vue des « siloviki » en convergence avec l'oligarchie, du moins la partie d'entre elle directement liée aux « siloviki ».

RÉSUMÉ DE LA NATURE SOCIALE DES DÉCISIONNAIRES RUSSES

Le régime russe n'est pas seulement oligarchique. Il l'était dans les années 1990, avec un Etat faible, désorganisé, sous la coupe de l'oligarchie. Mais dans les années 2000 l'État, en raison de son poids massif de par le complexe militaro-industriel, s'est réaffirmé et il y a eu une convergence entre celui-ci et une partie de l'oligarchie.

Si dans les années 1990, la Russie était sous la coupe des oligarques – donc de capitalistes monopolistes avec un Etat faible et une sorte de situation de Far West moderne, les années 2000 ouvrent une convergence produisant une unification de l'appareil d'État et d'une partie de l'oligarchie.

Cela signifie qu'en Russie, il existe actuellement un capitalisme monopoliste de type bureaucratique de par sa base oligarchique et de type étatique de par son interpénétration avec l'appareil d'État.

C'est pour cela que les pays capitalistes occidentaux, avec à leur tête la superpuissance impérialiste américaine, insistent tellement sur les sanctions à l'encontre des oligarques autour de Vladimir Poutine, avec l'accusation de relever d'un appareil d'État « kleptocrate ». Ce terme est la clef de la dénonciation capitaliste occidentale.

Il est cependant erroné, car cherchant à masquer la nature capitaliste du procédé d'exploitation en Russie. Il ne s'agit pas d'une simple structure parasitaire à côté de la société russe, mais d'une société russe façonnée par un capitalisme bureaucratique étatique.

En se focalisant sur les oligarques ou même simplement sur la personne de Vladimir Poutine on rate donc l'essentiel, le fait que la Russie est parvenue depuis la chute de l'URSS à développer le capitalisme, dans un cadre bien entendu moins avancé que les pays occidentaux, mais néanmoins de manière très avancée en termes monopolistes.

La Russie n'affirme aucune alternative au mode de production capitaliste, ni ne constitue un régime idéologiquement opposé aux autres pays capitalistes ; de par son parcours, son capitalisme monopoliste bureaucratique a une superstructure différente du capitalisme monopoliste occidental, mais la base est la même.

D'ailleurs, c'est sa relative réussite à intégrer le mode de production capitaliste mondialisé qui a ouvert la porte à une concurrence toujours plus ouverte avec les autres pays capitalistes et qui en fait un acteur de la guerre impérialiste.

QUI A LE POUVOIR AU SEIN DU RÉGIME UKRAINIEN ?

À l'opposé de la centralisation russe, opaque mais reconnaissable, le régime ukrainien relève d'un chaos absolument innommable. Les pouvoirs régionaux se confrontent pour le contrôle du pays, avec à l'arrière-plan des factions différentes de l'oligarchie menant une bataille à la fois politique et culturelle. Chaque faction a ou plus exactement avait son parti politique, ses chaînes de télévision et de radios, sa presse, etc.

Cela relève du passé, car l'élection de Volodymyr Zelensky à la présidence du pays a modifié la donne. Cet homme d'affaires fortuné, très connu comme comédien humoristique, a été catapulté du jour au lendemain comme principale figure politique populaire en 2019. Sa victoire à la présidentielle la même année, avec 73,2 % contre le président sortant, correspond à un véritable putsch interne dans la bataille des factions de l'oligarchie.

Volodymyr Zelensky est en effet directement l'homme de la faction de l'oligarchie liée à la superpuissance impérialiste américaine ; ses mesures ont directement visé à affaiblir les autres factions, à interdire leurs médias, à réaliser des procès contre leurs principales figures, etc.

Ce processus d'écrasement des autres factions forme l'actualité en ébullition de l'Ukraine depuis 2019, avec de multiples scandales politiques de grande envergure.



Même le président précédent, Petro Porochenko, qui a pourtant mené la guerre contre le Donbass séparatiste, a été accusé d'être un agent russe. Cela s'ajoute à des procès pour malversations, une pratique de toutes manières systématique dans un Etat ukrainien totalement corrompu et littéralement en faillite.

Cette liquidation des autres factions de l'oligarchie implique cependant également que la faction pro-Russie a été également mise de côté, au grand dam de la Russie. Et afin d'asseoir l'orientation générale, l'oligarchie dominante représentée par Volodymyr Zelensky a accentué la centralisation du pays, au moyen de lois mettant définitivement de côté la langue russe.

Cette loi anti-russe s'inscrit dans le prolongement de la loi interdisant tout ce qui est « soviétique » (ou « communiste ») à la suite du coup d'État dit de l'Euro-Maidan en 2014, où le président depuis 2010, Viktor Ianoukovytch, a été chassé pour avoir remis en cause un accord avec l'Union Européenne.

Un premier mouvement en ce sens pro-occidental, la « révolution orange », avait déjà eu lieu en 2004. Dans les deux cas, l'argent a été massivement distribué par des factions de l'oligarchie pour organiser les révoltes, notamment en 2014 pour l'emploi rémunéré de troupes de chocs composés des membres des organisations ultranationalistes.

On remarquera que des mouvements pro-occidentaux similaires, à la fois tournés contre les régimes corrompus et contre la Russie de manière plus ou moins ouverte, se sont développés avec plus ou moins de succès en Géorgie depuis 2006, en Arménie depuis 2018 ou encore en Moldavie depuis 2020 par exemple et juste encore il y a quelques mois en Biélorussie.

À chaque fois, on y retrouve au centre du jeu la superpuissance impérialiste américaine, qui a d'ailleurs distribué cinq milliards de dollars à des opposants pro-américains en Ukraine de 1991 à 2014.

Afin d'accompagner directement le régime ukrainien dans la prise du contrôle du pays, il impose également

désormais des mesures « anti-corruption » au nom des exigences pour intégrer l'OTAN, à quoi s'ajoutent les exigences pour entrer dans l'Union Européenne, pour remodeler les institutions en un certain sens.

Ce processus est ancré dans le régime ukrainien de la manière la plus totale ; c'est connu et reconnu : l'intégration dans l'Union Européenne et l'OTAN est inscrite dans la constitution.



RÉSUMÉ DE LA NATURE SOCIALE DES DÉCISIONNAIRES UKRAINIENS

L'appareil d'État ukrainien ne dispose pas de la continuité et de la centralisation qu'il y a en Russie. Il est né en tant que tel en 2014 sur la base d'un coup d'État ne supprimant pas pour autant les autres factions, les affaiblissant seulement. Il a été restructuré en 2019 avec Volodymyr Zelensky élu président et amenant une nouvelle équipe aux manettes, avec des membres sortis de nulle part.

Volodymyr Zelensky était comédien, le ministre de l'Intérieur Denys Monastyrsky était avocat, tout comme le ministre de la Défense Oleksiy Reznikov, la ministre de l'Économie Ioulia Svyrydenko a fait des études d'économie et était responsable de l'administration d'une région d'un million d'habitants, etc. Vitali

Klitschko, maire de la capitale Kiev depuis 2014, était par ailleurs boxeur.

Ces gens sont les hommes de paille de la faction de l'oligarchie pro-occidentale et de la superpuissance impérialiste américaine.

Le régime ukrainien correspond à la victoire d'une faction monopoliste qui n'était pas au pouvoir et qui s'est placée dans l'orbite américaine, devenant une faction monopoliste compradore, afin de se renforcer et de triompher. Le triomphe de 2014 a transformé la faction monopoliste bureaucratique pro-Russie auparavant au pouvoir en faction monopoliste compradore pro-Russie, évoluant en faction monopoliste bureaucratique pro-occidentale en 2019 avec un courant pro-américain qui a fini par s'imposer.

LA RUSSIE ET L'UKRAINE SONT DEUX PAYS CAPITALISTES BUREAUCRATIQUES

La Russie et l'Ukraine n'ont pas seulement un régime social caractérisé par l'existence de grands groupes monopolistes : ces groupes ou du moins une partie significative d'entre eux sont interpénétrés avec l'appareil d'État.

Ce processus d'interpénétration est réalisé de manière complète en Russie, où l'oligarchie forme une haute bourgeoisie bureaucratique aux commandes de tous les leviers de l'État. Cela implique une déconnexion très forte, quasi totale, entre la haute bourgeoisie bureaucratique et les larges masses – c'est l'image de l'oligarchie richissime et vulgaire par opposition au peuple vivant dans une pauvreté marquée.

On a exactement la même situation en Ukraine, mais là le processus d'interpénétration de la haute bourgeoisie monopoliste à l'appareil d'État est récent et nullement terminé. De plus, la faction monopoliste cherchant à devenir bureaucratique le fait sous l'égide de la superpuissance impérialiste américaine

Cela signifie que l'Ukraine est un pays dépendant, de nature semi-féodale semi-coloniale. Le caractère semi-féodal est de type néo-féodal, avec des oligarchies s'installant de manière régionale sur le plan du pouvoir après l'effondrement de l'URSS en 1991. Le préfixe « néo » est en fait inutile car la dimension féodale d'un pays de ce type n'est jamais une féodalité en tant que tel, mais toujours une néo-féodalité organisée par en haut par l'impérialisme (en profitant, la plupart des cas, d'une base féodale existant au préalable).

Pour l'Ukraine, il s'agit donc là d'une régression historique reflétant l'aboutissement d'un long processus, commencé dans le révisionnisme de la fin des années 1950, et qui a brisé la nation ukrainienne dans ses rapports avec les autres peuples de l'Orient européen et du Proche-Orient.

Ce délitement a été d'autant plus catastrophique sur le plan social et culturel qu'il s'accompagnait à

la fois de la promotion d'un chauvinisme militarisé, régressif et poussé jusqu'à l'absurde, et par une mise au marché à outrance de pans entiers de l'existence, comme l'illustrent les abominables cliniques dédiées à la gestation

pour autrui qui ont pullulé dans le pays depuis la fin des années 1990.

LES MAILLONS FAIBLES DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU CAPITALISME

La Russie et l'Ukraine ont des régimes par définition en crise, parce que le décalage est massif entre la haute bourgeoisie bureaucratique (ou en passe de l'être) et les larges masses. L'invasion russe vise justement à empêcher que le processus d'instauration d'une faction monopoliste comprador comme haute bourgeoisie bureaucratique pro-occidentale, principalement pro-américaine.

Or, la pandémie ouverte en 2020, elle-même reflétant les contradictions internes du mode de production capitaliste sur le plan de son rapport à la Biosphère, implique un accroissement des contradictions au sein des régimes marqués par des conflits de classe. Cet accroissement des contradictions se produit de manière différente selon les situations, et de manière inégale.

D'un côté, tant la Russie que l'Ukraine ont été frappées de manière extrême par la pandémie. De l'autre, l'Ukraine est dépendante et a été terriblement frappé par l'absence totale d'investissements extérieurs en 2020, alors que la Russie, de par sa dimension capitaliste bureaucratique, a pu éviter une désorganisation massive sur le plan économique, accumulant même un trésor de guerre sur le plan financier, au moyen du pétrole et du gaz.

C'est là que jouent les contradictions inter-impérialistes, qui imposent une puissante logique d'affrontement en raison de la nécessité du repartage du monde. Les pays capitalistes occidentaux, avec à sa tête la superpuissance impérialiste américaine largement épaulée par l'impérialisme britannique, ont cherché à faire de l'Ukraine une tête de pont.



L'Ukraine est ainsi la victime directe, en tant que nation, de la bataille pour le repartage du monde.

LA GUERRE RUSSIE-UKRAINE ET LES ORIENTATIONS NÉCESSAIRES DANS CES DEUX PAYS

La nature de l'Ukraine est semi-féodale semi-coloniale et son régime est de type dépendant, ce n'est pas lui qui décide des grandes orientations, encore moins dans le cadre d'une guerre à laquelle ont poussé les grandes puissances occidentales, principalement la superpuissance impérialiste américaine.

La guerre menée du côté ukrainien est directement supervisée par la superpuissance impérialiste américaine et certainement pas décidée par l'état-major ukrainien. Elle n'est pas d'orientation nationale-démocratique. Il ne peut pas y avoir d'alliance avec un tel régime.

En ce sens, les masses d'Ukraine doivent mener une guerre populaire de libération nationale, contre l'envahisseur russe, et sans tomber dans la dépendance du régime ukrainien au service de la superpuissance impérialiste américaine, aspect secondaire par rapport à l'invasion russe mais se combinant à elle en tant que contradiction inter-impérialiste par rapport à quoi il faut toujours conserver son indépendance stratégique.

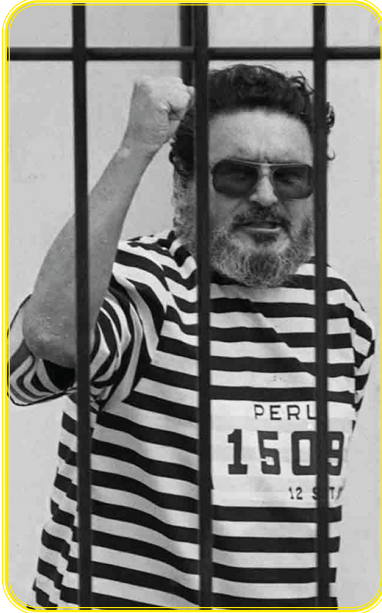
Les masses de Russie doivent mener une guerre populaire démocratique-antifasciste, mettant à jour et démantelant l'idéologie proto-fasciste de « l'eurasianisme », unissant le plus largement possible pour contrer la haute bourgeoisie bureaucratique et la guerre entrepris – ce n'est certainement pas la « révolution socialiste » qui est à l'ordre du jour, comme le formulent les adeptes de la « révolution permanente ».

Pour résumer : un régime en guerre a un centre de décisions et ce centre de décisions est étatique, avec l'État étant un condensé des rapports de force entre les

classes. Soit cet Etat est impérialiste, comme la Russie, soit il est dépendant, comme l'Ukraine. Dans un pays impérialiste comme la Russie, la guerre implique une haute bourgeoisie bureaucratique largement coupé des larges masses qui n'ont elles-mêmes aucun intérêt à la guerre. La ligne est antifasciste-démocratique pour renverser le régime.

Dans un pays dépendant comme l'Ukraine, la réponse à l'invasion est de type nationale-démocratique, mais le régime est incapable de la mener de par sa nature et il y est même hostile car il représente lui-même des intérêts impérialistes.

La ligne est la guerre populaire de libération nationale face à l'invasion russe, sans tomber dans la dépendance vis-à-vis du régime, car cela reviendrait à prendre parti pour une bourgeoisie monopoliste compradore. L'enseignement du Parti Communiste du Pérou en 1988, dans La révolution démocratique, est ici précieux :



« La vision que le Président Gonzalo a du capitalisme bureaucratique est aussi très importante ; il le voit conformé par le capitalisme monopoliste non étatique et par le capitalisme monopoliste étatique, en s'appuyant sur la différenciation qu'il a établi entre les deux factions de la grande bourgeoisie : la bureaucratique et la compradore, afin de ne se mettre à la remorque d'aucune des deux, problème qui mena notre Parti à une tactique erronée durant 30 années. Il est important d'avoir cette conception car c'est de la confiscation du capitalisme bureaucratique par le Pouvoir Nouveau que découlera le triomphe de la révolution démocratique et l'avance vers la révolution socialiste. Si l'on ne visait que le capitalisme monopoliste de l'Etat on laisserait la voie libre à l'autre partie, le capitalisme monopoliste non étatique ; ainsi, la grande bourgeoisie compradore se maintiendrait économiquement et pourrait reprendre le dessus pour s'emparer de la direction de la révolution et frustrer son passage à la révolution socialiste. »

Il faut compter sur ses propres forces, s'appuyer sur l'indépendance stratégique, en suivant toujours de manière adéquate les intérêts de la révolution mondiale. ■



« La clef, c'est la guerre »

La lutte des classes a comme noyau substantiel non pas simplement une répartition immédiate des richesses et des moyens de production, mais la capacité à pouvoir orienter à tous les niveaux ces richesses et ces moyens de production. C'est le sens de l'expression « libération des forces productives » qu'on trouve dans le marxisme ; il ne s'agit pas seulement de rompre avec une mode de production passé, mais bien d'ouvrir la voie à un saut qualitatif permettant un développement.

Ce qui compte historiquement, c'est ce développement ; ne pas le permettre en tant que tel aboutit à un échec : à la révolution instaurant le socialisme succède alors la restauration capitaliste, à moins d'une contre-restauration comme le fut la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine populaire. Celle-ci a cependant connu une contre-contre-restauration.

Autrement dit, c'est la question du pouvoir qui est essentielle, car qui tient le pouvoir tient les capacités à peser de manière décisive sur les orientations. Comme l'Histoire est l'histoire de la lutte des classes, cela aboutit à une situation caractérisée par le fait que qui a le pouvoir veut bien entendu le conserver, qui ne l'a pas veut l'obtenir.

Cela été substantiellement résumé de la manière suivante par Andreas Baader : « La clef, c'est la guerre ».

Dialectiquement, deux guerres existent : celle de la bourgeoisie pour surmonter sa propre crise au moyen de la restructuration et de la guerre impérialiste, celle du prolétariat pour prendre le pouvoir, sous la forme d'une guerre bien spécifique, dont la substance a été définie par Mao Zedong sous la forme de la Guerre Populaire dont la nature est prolongée.

Cette guerre du prolétariat ne cesse pas avec la prise du pouvoir ; en effet, tant qu'on n'est pas parvenu au communisme, il existe un affrontement entre révolution et contre-révolution.



Pour cette raison, le Parti Communiste du Pérou a développé le slogan Guerre populaire jusqu'au communisme !

Cela signifie qu'au sens stratégique, les communistes, armés du marxisme-léninisme-maoïsme, se fondent toujours sur le principe que la clef, c'est la guerre. Ils ne voient pas en la paix capitaliste un absolu, mais un relatif, à quoi ils opposent la guerre révolutionnaire qui, dialectiquement, fait elle-même face à la guerre menée par le capitalisme pour se survivre à lui-même.

C'est ce rapport qui a amené Mao Zedong à parler de l'impérialisme comme un tigre en papier : tactiquement, c'est un ennemi redoutable, mais stratégiquement il est condamné, donc il suffit de suivre la ligne correcte pour être conforme à l'Histoire et en triompher.

La guerre en Ukraine commencée fin février 2022 ne déroge pas à cette loi scientifique concernant la guerre. Elle a commencé parce qu'un pays impérialiste, la Russie, doit parvenir à surmonter sa propre situation pour être en mesure de persister dans les rapports de force entre puissances impérialistes.


Pour y parvenir, elle a été obligée d'aller à la guerre, de manière pour ainsi dire naturelle, parce qu'elle n'avait pas d'autres chemins possibles. La guerre se présente comme un horizon absolument implacable pour un pays capitaliste en crise.

Les médias capitalistes cherchent à masquer ce fait en se focalisant sur Vladimir Poutine, le président de la Fédération de Russie étant présenté comme un paranoïaque ayant basculé dans une folie furieuse. Ses actes seraient inconsidérés, son entreprise criminelle de manière pathologique.

C'est là une démagogie au service de l'idéologie dominante des puissances impérialistes occidentales, car naturellement celles-ci savent très bien que l'invasion de l'Ukraine a tout son sens sur le plan impérialiste

Les communistes, armés du marxisme-léninisme-maoïsme, se fondent toujours sur le principe que la clef, c'est la guerre.





La Russie savait d'ailleurs très bien qu'elle allait être confrontée à des représailles massives, qu'elle serait la cible des puissances impérialistes occidentales trop heureuses de pouvoir chercher à la déstabiliser massivement. En éjectant 70% du secteur bancaire russe du système Swift employé par les banques internationales pour les vérifications des commandes, en gelant des avoirs de citoyens russes, et la liste des mesures est longue, les puissances impérialistes occidentales visent directement à l'effondrement du système économique russe.

Et si ces représailles économiques et financières ont choqué les commentateurs bourgeois, celles-ci sont dans les starting-blocks depuis plusieurs mois pour qui s'est intéressé aux intenses tensions autour de l'Ukraine depuis avril 2021. La superpuissance impérialiste américaine a dès le départ souligné qu'elle pèserait de tout son poids pour sortir la Russie du système financier international.

Si l'invasion a eu lieu malgré tout, c'est parce que la Russie en crise était obligée de fonctionner à quitte ou double, comme tout pays capitaliste en crise n'ayant pas d'autres choix que de chercher à provoquer un repartage du monde, coûte que coûte. Ce principe du « coûte que coûte » impérialiste ne peut que choquer les opinions publiques des puissances dominantes, mais il a tout son sens pour des opinions publiques chauffées à blanc quant à leur appauvrissement dans le cadre mondial tel qu'il existe.

Les masses d'un pays impérialiste challenger sont embrigadées dans un projet visant à élever leur niveau de vie au moyen d'un « socialisme national », c'est-à-dire un capitalisme corporatiste. Le nationalisme est une mobilisation directe au service des couches dominantes dans leur projet expansionniste impérialiste présenté comme une nécessité pour la survie de la nation.

En ce sens, l'approche « eurasiennne » de la Russie impérialiste est très proche, dans ses modalités, du principe de la « nation prolétaire » que serait l'Italie comme le prétendait Benito Mussolini, ou du besoin d'espace vital qu'éprouverait l'Allemagne de manière existentielle selon Adolf Hitler. Il y a un sentiment d'urgence idéologique qui est élaborée, distillée, au service des besoins du régime capitaliste en crise.

Comme, dans les faits, les autres puissances impérialistes veulent réellement l'effondrement de la Russie, la rhétorique de la « survie nationale » a d'autant plus d'éléments favorables à son argumentation. C'est là une difficulté majeure pour l'antifascisme et historiquement, ni les antifascistes allemands ni les antifascistes italiens n'ont trouvé de voie pour avancer. Il est difficile d'affronter un régime qui capte la légitimité, du moins en apparence, de la sauvegarde nationale.

Il en va d'ailleurs de même en Ukraine où le régime est un satellite occidental, nullement en mesure par conséquent d'affronter l'invasion russe. Il faudrait mettre en place une guérilla démocratique et populaire, ce qui est bien entendu extrêmement difficile dans un pays rendu fanatique par le nationalisme.

C'est pour cela qu'il faut d'autant plus comprendre la question de la guerre en saisissant en quoi c'est une clef, afin de ne pas être pris au dépourvu lorsque l'Histoire s'accélère et exige une résolution des contradictions. Si les communistes ne sont pas à la hauteur, ce sont les forces impérialistes qui utilisent les tensions historiques en essayant de les façonner en leur sens.

Il faut bien saisir la guerre non pas comme un concept flottant au-dessus de la réalité et de l'Histoire – cela, ce sont les fascistes qui le font -, mais comme une réalité politique concrète correspondant à un rapport de forces propres à la lutte de classes. Tout regard pragmatique – machiavélique sur la guerre est condamné à échouer et est par définition totalement étranger à la guerre populaire.

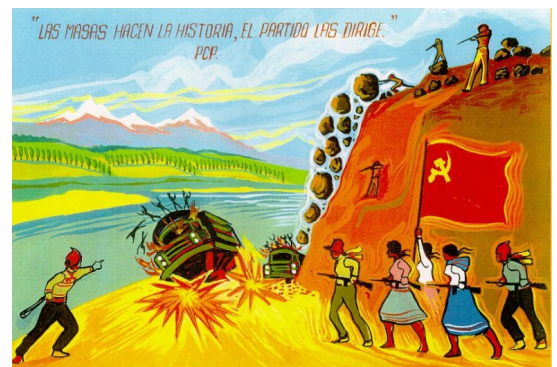
La guerre populaire est une compréhension extrêmement approfondie – en fait, elle est l'analyse scientifique par excellence – de la question de la guerre à l'époque du mode de production capitaliste. C'est la dimension sociale qui décide. La guerre est une expression systématisée de la violence et l'existence même des classes implique la violence.

La domination d'une classe par une autre est violence. Lorsque la bourgeoisie tente d'asservir une autre bourgeoisie afin d'élargir son périmètre capitaliste, elle déplace la violence de classe au niveau national, la systématisant dans une grande fuite en avant. Cela remet bien entendu en cause les rapports intérieurs eux-mêmes.

C'est pour cela que, lorsque le capitalisme met tout en place pour aller à la guerre, il tente de masquer les rapports internes propres à un pays, pour chercher un bouc-émissaire où tenter de paralyser la violence révolutionnaire des éléments les plus conscients et de dévier la violence révolutionnaire des éléments les moins conscients vers une voie réactionnaire. Il est obligé de trouver un paratonnerre, car il vacille dans sa transformation.

Les génocides des Juifs par l'Allemagne nazie et des Arméniens par l'Empire ottoman, tous deux confrontés à une crise générale, s'explique par cet ébranlement général atteignant les appareils étatiques eux-mêmes.

Tout regard
pragmatique –
machiavélique sur la
guerre est condamné à
échouer et est par
définition totalement
étranger à la guerre
populaire



**Les masses
font l'histoire,
le Parti les dirige.**

**Parti
Communiste
du Pérou**



Un régime en perdition entraîne tout ce qu'il peut dans sa propre perdition, afin de trouver un moyen de se ré-impulser, quoi qu'il en coûte, jusqu'à la barbarie.

Cependant, le nationalisme, sous une forme « sociale », n'est pas la seule menace pour la violence révolutionnaire. Il y a aussi, bien entendu, les tendances réformistes et révisionnistes, qui nient la vision marxiste-léniniste-maoïste du monde, qui nie le rôle de la violence révolutionnaire, parce qu'ils sont la cinquième colonne du capitalisme, visant à affaiblir de l'intérieur la Cause révolutionnaire.

En Belgique, on trouve ainsi le Parti du Travail de Belgique, qui a longuement prétendu être anti-révisionniste et défendre une ligne tout à fait révolutionnaire, pour en fait tromper autant que possible et amener toute une base militante dans un réformisme électoraliste finissant par tomber le masque.

Le PTB d'aujourd'hui n'a rien à voir idéologiquement avec celui d'il y a vingt ans, mais c'est le même PTB au sens historique, avec la même négation de la violence révolutionnaire, avec la même dénonciation ininterrompue de sa nécessité historique.

En France, il y a pareillement eu une cinquième colonne concernant la question de la violence, avec notamment à la fin des années 2010 un pseudo « parti communiste maoïste » disparaissant du jour au lendemain après avoir prétendu lever le drapeau de la guerre populaire, tout cela pour finir par « servir le peuple » en proposant gratuitement des paquets de pâte.

C'est un exemple de cinquième colonne levant le drapeau rouge pour combattre le drapeau rouge. C'est en raison de cette nature justement que ce « parti » a disparu du jour au lendemain pendant la pandémie, ne laissant que des petits restes qui ne disent strictement rien sur la guerre en Ukraine, étant dépassés par les événements.

La guerre, c'est la clef, voilà ce qui permet de s'orienter et de repérer justement ceux qui tendent à tromper, qui veulent falsifier, qui pratiquent le révisionnisme, servant de détachement bourgeois ultra « radical » dans les rangs révolutionnaires pour saboter de l'intérieur.

Surmonter toutes ces contre-tendances – réactionnaires, réformistes, pseudo-révolutionnaires – est la condition à l'expression victorieuse de la révolution.

La guerre,
c'est la clef,
voilà ce qui
permet de
s'orienter

C'est la raison pour laquelle le Parti Communiste du Pérou a été la brigade de choc du prolétariat mondial en déclenchant la guerre populaire en 1980 dans son pays, montrant le succès qui peut être atteint lorsque les armes idéologiques sont correctement saisies pour orienter la lutte révolutionnaire.

C'est le produit d'une bataille idéologique marquée par le triomphe sur les contre-tendances, permettant ainsi de trouver une voie concrète pour l'expression de la révolution dans les conditions concrètes du Pérou. C'est le fruit d'une compréhension que la clef, c'est la guerre. Dans son interview donnée en 1988, le dirigeant du Parti Communiste du Pérou Gonzalo répond de la manière suivante à la question de savoir ce que signifie la violence pour lui.

« En ce qui concerne la violence, nous partons d'un principe établi par le Président Mao Zedong : la violence est une loi universelle, sans aucune exception, je veux dire : la violence révolutionnaire ; c'est cette violence qui nous permet de résoudre les contradictions fondamentales, avec une armée, et à travers la guerre populaire.

Pourquoi partons-nous de la thèse du Président Mao ?

Parce que nous croyons qu'avec lui, le marxisme s'est réaffirmé et a réussi à établir qu'il n'y a aucune exception.

Marx, déjà, nous parlait de la violence accoucheuse de l'histoire, ce qui reste pleinement valable et grandiose.

Lénine, à propos de la violence, nous parlait du panégyrique de la violence révolutionnaire, fait par Engels.

Mais ce fut le Président Mao qui nous dit que c'est une loi universelle sans aucune exception. C'est pour cela que nous nous basons sur cette thèse.

C'est une question essentielle du marxisme parce que sans violence révolutionnaire, une classe ne peut pas renverser un vieil ordre pour en créer un nouveau, en l'occurrence aujourd'hui un nouvel ordre dirigé par le prolétariat au moyen de partis communistes.



Le problème de la violence révolutionnaire est une question qui revient de plus en plus sur le tapis.

C'est pourquoi nous, les communistes et les révolutionnaires, devons nous réaffirmer dans nos principes. Le problème de la violence révolutionnaire est dans la concrétisation de la guerre populaire.

Pour nous, le Président Mao Zedong, en établissant les principes de la guerre populaire, a doté le prolétariat de sa ligne militaire, de sa théorie et de sa pratique militaire, de valeur universelle, donc applicable partout, selon les conditions concrètes.

Le problème de la guerre, nous le voyons ainsi : la guerre a deux aspects ; l'un de destruction, l'autre de construction, l'aspect de construction étant le principal.

Et ne pas voir les choses ainsi, c'est saper la révolution, c'est l'affaiblir.

D'un autre côté, dès que le peuple prend les armes pour renverser le vieil ordre, la réaction cherche à l'écraser, à le détruire, à l'anéantir ; et elle utilise tous les moyens à sa disposition, allant jusqu'au génocide. »

La réaction tente également, par définition même, de trouver une voie pour réimpulser son régime, au moyen de la restructuration et de la guerre pour l'expansion.

C'est pourquoi on ne peut pas comprendre la guerre de manière abstraite : on doit voir qu'elle est fondamentalement le produit d'une société de classes, avec un mode de production capitaliste cherchant une voie pour forcer le maintien de son existence, avec un prolétariat affirmant le besoin historique du Communisme à l'échelle mondiale. ■



LA CRISE UKRAINIENNE RELÈVE DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE – REJOIGNEZ LA BANNIÈRE DU MARXISME-LÉNINISME-MAOÏSME !



**Déclaration commune du Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste de Belgique
et du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)
Février 2022**

Nous voulons ici avertir que les événements en Ukraine portent une charge qualitative entièrement nouvelle, au sens où il ne s'agit pas simplement d'une tension avec des traits bien spécifiques liée à une situation particulière et à un moment particulier. Il ne s'agit pas, en tant que tel, d'un affrontement de deux pays issus de l'URSS, la Russie et l'Ukraine, sur la base de questions d'orientation politiques et économiques extérieure et intérieure.

Il s'agit en effet d'une réalité ayant un caractère nouveau et une dimension générale, reflétant une période historique bien déterminée, car l'heure est à l'accentuation militaire des contradictions inter-impérialistes. La Russie agit ici comme un challenger bousculant l'ordre capitaliste mondial afin de forcer violemment au repartage du monde, afin de parvenir à la mise en place d'un nouvel empire russe.

**IL NE S'AGIT PAS DE TROUBLES AYANT UNE PORTÉE MILITAIRE
MAIS BIEN D'UN EFFONDREMENT DE LA « PAIX » CAPITALISTE.**

Nous affirmons cela, parce que notre position communiste marxiste-léniniste-maoïste nous permet de caractériser la crise capitaliste et ce qu'elle implique.

Nous avons compris que le capitalisme était devenu fondamentalement instable avec l'irruption de la pandémie. Dialectiquement, le maintien de son apparente stabilité, au moyen de la multiplication des crédits, se paie par un basculement dans la bataille pour le repartage du monde.

La paix intérieure du capitalisme a comme prix la guerre extérieure. Aussi avons-nous justement souligné, depuis pratiquement une année, que la crise ukrainienne allait devenir majeure - une analyse correcte qui est une preuve de la validité de notre analyse du mode de production capitaliste connaissant un processus d'effondrement général.

Il faut ici bien souligner sur ce plan que le monde est totalement sous le choc que la Russie se soit permise d'aligner la majeure partie de ses troupes autour de l'Ukraine et de reconnaître officiellement, le 21 février 2022, les républiques séparatistes de l'Est de l'Ukraine. Les médias, les analystes, les experts, les diplomates... sont tous débordés par cette réalité nouvelle, dont la dimension militaire est ouverte.

Fondamentalement, ce n'est pas que ce soit une initiative militaire unilatérale qui marque les capitalistes, mais qu'il s'agisse là d'un phénomène contribuant massivement au caractère instable des rapports internationaux, une frontière considérée comme infranchissable depuis l'effondrement du bloc social-impérialiste soviétique en 1989 et l'utilisation de la Chine sociale-fasciste dans le dispositif productif international.

Pour employer un terme aux contours trop flous mais parlant, c'est la mondialisation qui se voit ébranlée de manière fondamentale par la crise ukrainienne. L'unification internationale par le marché capitaliste se voit confrontée à une contre-tendance interne : les contradictions inter-impérialistes, et ces dernières prennent de plus en plus le dessus.

Nous le répétons : la stabilité intérieure du capitalisme a provoqué une instabilité extérieure. Le cadre international, pacifié depuis 1989, s'effondre littéralement. La Russie bousculant l'ordre européen au sujet de l'Ukraine reflète, comme exemple et comme point le plus avancé en ce domaine, l'aventurisme impérialiste se systématisant dans le monde.

Le capitalisme impérialiste (de la superpuissance impérialiste américaine, de la Chine, du Japon, de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la Russie...) et le capitalisme bureaucratique semi-féodal semi-colonial expansionniste (de la Turquie, de l'Iran, du Brésil, de l'Inde...) assument toujours plus de rompre avec la stabilité internationale auparavant reconnue et acceptée comme prioritaire, ou du moins comme constituant le cadre général où agir.

Et comment procèdent les capitalismes en crise, s'alignant sur l'aventurisme ? En faisant en sorte de diviser pour régner. Les haines nationalistes, les passions guerrières, les volontés hégémoniques, les intérêts matériels, les traditions religieuses... Absolument toutes les nuances et différences entre les peuples, entre les gens eux-mêmes, sont utilisées par les grandes puissances pour provoquer la division, pour fomenter des troubles, pour fomenter des mouvements de « révolte » sur une base irrationnelle, des tendances aux séparatismes... afin que cela serve d'appui aux opérations rentrant dans le cadre des visées impérialistes.

LA DIVISION ENTRE LES PEUPLES RUSSE ET UKRAINIEN EST ARTIFICIELLE, ELLE EST PRODUITE PAR LE JEU DES GRANDES PUISSANCES

Ce qui se déroule en Ukraine est exemplaire de cette opération impérialiste de « diviser pour régner ». Les peuples russes et ukrainiens, qui se connaissent si bien depuis des siècles et qui sont si proches culturellement malgré leurs différences nationales, se voient projeter l'un contre l'autre.

Les choses sont montées en épingle de manière disproportionnée, avec un énorme matraquage idéologique, des opérations psychologiques de grande envergure, une propagande exacerbée réécrivant l'Histoire selon les besoins impérialistes.

Deux grandes puissances sont ici responsables de l'horrible situation de l'Ukraine.

La superpuissance impérialiste américaine, hégémonique dans le monde, utilise l'OTAN comme vecteur afin de placer le continent européen sous son contrôle, élargissant pour cela son dispositif à l'Europe de l'Est. L'Ukraine est le dernier pays manquant encore avant la Russie, d'où les milliards déversés par la CIA afin de pousser à une « révolte » pro-occidentale, qui se réalisa en 2014 avec le coup d'État de l'Euromaidan dont une composante importante consista en les mouvements d'extrême-droite Svoboda et Pravy Sektor.

L'impérialisme russe tente de reformer, non pas tant la superpuissance social-impérialiste soviétique des années 1960-1980, que l'empire russe d'avant Octobre 1917. L'intégration-désintégration de l'Ukraine est ainsi à l'ordre du jour pour la Russie d'aujourd'hui comme à l'époque des Tsars où la nation ukrainienne était niée, la langue ukrainienne interdite, la culture ukrainienne martyrisée, les Ukrainiens considérés comme des « petits-russes » de moindre valeur.

LA THÈSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU CAPITALISME EST CONFIRMÉE



Les événements en Ukraine ne sont pas compréhensibles à partir d'un prisme « géopolitique », de considérations économiques, d'analyses militaires. Il va de soi qu'il y a des aspects militaires, politiques, économiques... dans tout cela. Mais ce n'est pas la substance des choses.

Le véritable déclencheur des événements, ce qui a ouvert la boîte de Pandore, c'est la seconde crise générale du capitalisme, déclenchée par la pandémie. Le capitalisme procède en effet par expansion, tout en se heurtant à un moment donné à une limite. Il se confronte alors à un obstacle infranchissable empêchant la continuité de l'accumulation de capital et de travail.

Il doit tout faire pour forcer la continuation de l'expansion. C'est alors la tendance à la guerre qui s'exprime, jusqu'à la guerre impérialiste.

La première crise générale du capitalisme s'est produite dans les années 1910, avec le déclenchement de la guerre mondiale et la révolution russe d'Octobre 1917.

L'accumulation capitaliste était alors littéralement torpillée, les sociétés se déchirant politiquement, culturellement, socialement.

Le capitalisme n'avait alors pas encore atteint le degré de maturité permettant une société de consommation, l'encadrement complet des comportements et des mentalités au moyen des institutions (dont les syndicats font partie), d'un travail salariat perpétuellement rationalisé. La contradiction entre le travail intellectuel et le travail manuel était explosive dans un tel cadre, et le fascisme comme mobilisation de masse pour dévier les protestations et empêcher l'affirmation du besoin de communisme se systématisa, précipitant les pays dans la seconde guerre mondiale.

La seconde crise générale du capitalisme s'est produite au début de l'année 2020, avec l'irruption d'une issue du terrible écocide provoquée par le capitalisme à l'échelle mondiale. La destruction de la Nature a pris une immense proportion, allant jusqu'à une crise dans le cadre de la contradiction entre les villes et les campagnes, aboutissant au dérèglement des rapports entre les espèces et les maladies. Le capitalisme a pris de plein fouet l'irruption de la pandémie, toute sa production a été bouleversée, ainsi que le rythme fondamental du 24 heures sur 24 de la vie quotidienne avec sa consommation forcenée. La machinerie capitaliste s'est enrayée.

C'est précisément la compréhension de cette seconde crise qui nous a permis, dès le milieu de l'année 2021, d'affirmer que la crise ukrainienne relevait d'une dimension nouvelle, d'une confrontation militaire à une nouvelle échelle, de la guerre impérialiste pour le repartage du monde.

**LA CRISE UKRAINIENNE A COMME ARRIÈRE-PLAN LA
CONTRADICTION ENTRE LA SUPERPUISSANCE IMPÉRIALISTE
AMÉRICAINNE ET SON CHALLENGER CHINOIS**

La bataille pour le repartage du monde est concrètement la grande actualité des pays du monde, que ceux-ci soient des pays capitalistes développés (comme la Belgique, la France...) ou des pays semi-féodaux semi-coloniaux (comme la Turquie, le Brésil ou le Mali). Il faut trouver un moyen d'arriver à l'expansion, à tout prix, sinon le régime s'effondre comme un château de cartes de par la pression de la crise.

La situation en Ukraine doit d'autant moins être comprise de manière « géopolitique » que ce qui se joue à l'arrière-plan, c'est la mise en place de la troisième guerre mondiale impérialiste entre la superpuissance impérialiste américaine et son challenger chinois.

Le capitalisme a réussi à se relancer grâce à une expansion aux dépens d'une partie importante des territoires auparavant sous la dépendance du social-impérialisme soviétique, ainsi qu'avec l'utilisation de la Chine comme atelier du monde, puis comme usine du monde.

La fin de cette expansion commencée en 1989 s'est exprimée en 2020 avec la pandémie et elle apporte au monde une nouvelle grande puissance, la Chine, qui vise à l'hégémonie mondiale en remplacement de la superpuissance impérialiste américaine.

La Chine, un pays social-fasciste depuis la restauration du capitalisme en 1976, a profité de l'expansion capitaliste mondiale en exploitant massivement la classe ouvrière chinoise et en s'appuyant sur un régime terroriste. Profitant de sa taille et de sa population, l'impérialisme chinois vise à s'affirmer sur la scène mondiale, aux dépens de la superpuissance impérialiste américaine.

Le conflit entre l'impérialisme russe et l'Ukraine est ainsi, sur le plan de la tendance historique, également un conflit entre la Russie et la superpuissance impérialiste américaine, et revient même à un affrontement entre la Chine et la superpuissance impérialiste américaine. Le moteur principal de la guerre impérialiste au niveau mondial est l'affrontement sino-américain, qui joue à tous les niveaux, dans tous les affrontements militaires.

L'OTAN EST UN APPAREIL MILITAIRE À VISÉE EXTERNE ET INTERNE

La Belgique est pays impérialiste de faible importance, la France est un pays impérialiste d'importance significative. Cependant, la Belgique accueille le siège de l'OTAN à Bruxelles et porte en ce sens une très lourde responsabilité, celle d'assurer une stabilité permanente afin de légitimer l'OTAN.

L'OTAN a été en effet le bras armé accompagnant le développement du capitalisme occidental dans les années 1960-1980, ce qui veut dire que ce n'a pas été simplement une structure militaire se définissant par rapport au bloc de l'Est dirigé par le social-impérialisme soviétique. L'OTAN a également été tout un appareil d'affirmation symbolique, de pression psychologique, d'échanges d'informations des services secrets et d'opérations militaires, dans le sens de la contre-insurrection.

L'OTAN est un appareil exerçant une pression pour uniformiser la défense des intérêts économiques et politiques du capitalisme occidental ; il ne faut jamais oublier l'importance que l'OTAN accorde pour chacun de ses membres, aux formes institutionnelles, aux prises de position diplomatiques, à l'organisation des rapports sociaux. C'est d'ailleurs pour cela que l'Ukraine n'a pas encore pu adhérer à l'OTAN et qu'elle connaît d'intenses modifications internes afin justement d'être en mesure de répondre aux exigences du capitalisme occidental.

D'où les difficultés également de la France, pays exemplaire du capitalisme occidental mais cherchant à disposer souvent d'une indépendance stratégique, dans ses rapports avec l'OTAN.

Cet aspect de la question de la guerre impérialiste est essentiel, car qui dit guerre dit appareil militaire, et on ne peut pas comprendre les modalités de la guerre sans voir comment celle-ci se développe, comment elle se met en place, comment elle cherche à se dérouler.

LA RUSSIE EST UN PAYS IMPÉRIALISTE

Même si en Belgique et en France l'OTAN reste l'aspect principal de la tendance à la guerre, il ne faut absolument pas pour autant attribuer une valeur positive, à caractère « anti-impérialiste », à la Russie. Ce pays, dont les visées expansionnistes sont indubitables, n'a eu de cesse de développer un immense appareil idéologique pour se présenter sous un jour favorable, comme simple « victime » de l'OTAN.

Même si en Belgique et en France l'OTAN reste l'aspect principal de la tendance à la guerre, il ne faut absolument pas pour autant attribuer une valeur positive, à caractère « anti-impérialiste », à la Russie. Ce pays, dont les visées expansionnistes sont indubitables, n'a eu de cesse de développer un immense appareil idéologique pour se présenter sous un jour favorable, comme simple « victime » de l'OTAN. Des médias comme RT et Sputnik, des agitateurs permanents sur les réseaux sociaux, des hommes politiques soudoyés, et même des organisations d'extrême-gauche ou d'ultra-gauche en mal de légitimité... présentent la Russie comme un pays pacifique, jouant le rôle de principal obstacle à la mondialisation capitaliste.

La Russie porterait, malgré sa nature, des traits « soviétiques », un respect des codes de l'honneur, des principes communautaires « socialistes », permettrait la mise en place d'un monde « multipolaire », ne serait pas gangrené par un capitalisme déchaîné, etc.

Tout cela relève de la propagande impérialiste, aussi ne saurait-on sous-estimer le rôle néfaste joué par la Russie dans sa tentative se présenter comme devant être naturellement soutenue si on s'oppose à un capitalisme qui serait « occidental », par opposition à une « Eurasie » qui porterait une identité « socialiste ».

On doit ici considérer qu'il y a une contradiction inter-impérialiste et s'il y a bien toujours un aspect principal, il ne faut jamais perdre de vue le principe de l'autonomie prolétarienne, du maintien des principes idéologiques communistes, de l'auto-suffisance sur le plan de l'organisation. Il faut avoir dans l'idée qu'on est dans la même configuration qu'avant 1914 et il ne s'agit pas de prendre parti pour un impérialisme contre un autre.



NOUS EN SOMMES REVENUS À LA SITUATION D'AVANT 1914

Il est nécessaire de constater qu'un piège impérialiste s'est refermé sur l'Ukraine, la superpuissance américaine et l'impérialisme russe transformant ce malheureux pays en cible pour leur propre expansionnisme. La première veut élargir sa zone d'influence et de contrôle, en faisant de l'Ukraine son satellite, alors que la Russie aimerait justement que celle-ci intègre son champ de domination « impériale ».

Cela nous ramène à la situation mondiale avant 1914, avec la compétition entre puissances pour se développer aux dépens d'autres pays, au moyen de coups de pression, d'interventions militaires.

La crise militaire en Ukraine le monte bien : les interventions militaires sont désormais considérées comme le facteur décisif, comme l'expression politique la plus nette, la plus tranchante, la plus à même de permettre l'expansion.

La seconde crise générale du capitalisme a apporté un saut qualitatif, où la tendance à la guerre l'emporte sur les autres tendances, de manière ouverte ou indirecte, franche ou insidieuse. Et les capitalistes profitent de toutes les améliorations techniques et technologiques, du caractère plus développé des forces productives.

LE CARACTÈRE NOUVEAU DE LA GUERRE MODERNE

Nous voulons souligner le fait que, malheureusement, les larges masses n'ont pas une compréhension juste de ce qu'est la guerre moderne. Elles ne saisissent pas ce qu'est un État, donc elles ne voient pas ce qu'est le pouvoir dans son rapport aux classes. Qui plus est, et c'est là essentiel, elles ne voient pas les immenses modifications que connaît la guerre dans ses formes concrètes depuis trente ans.

L'irruption des nouvelles technologies a largement modifié la gestion des conflits, avec une capacité de connaissance en temps réel désormais des acteurs sur place et une distribution immédiate des décisions à ces mêmes acteurs sur le champ de bataille.

Ce saut qualitatif dans la gestion des actions a contribué à un renforcement quantitatif de par une interaction démultipliée des troupes militaires elles-mêmes. C'est le sens de la professionnalisation des armées : la guerre moderne exige un haut niveau de technicité, tant pour maîtriser les innombrables types d'armes que pour être en mesure de gérer ou participer à des opérations désormais coordonnées de manière très approfondie.

La guerre moderne possède en ce sens de très nombreux aspects, qui ne sont pas tant nouveaux que faisant l'acquisition d'une autre magnitude et se combinant bien davantage. Que ce soit par l'espionnage, le sabotage, la guerre psychologique, les piratages informatiques, les opérations consistant en des « coups » bien déterminés... la guerre moderne a obtenu un caractère « hybride » comme le formulent les experts militaires bourgeois.

Les armées modernes intègrent même directement dans leurs activités tant la surveillance que l'utilisation des réseaux sociaux pour leurs opérations. Il y a cette anecdote de Facebook fermant des comptes se prétendant maliens mais en fait liés aux armées française et russe en décembre 2020, cependant dans les faits chaque armée assume entièrement cette dimension d'opération psychologique, de manipulation.

On peut dire que, avec les technologies actuelles, il y a une combinaison encore plus avancée des services secrets avec l'armée et inversement, ce qui renforce la signification des décisions prises au plus haut niveau au sein d'un appareil d'État toujours plus centralisé. Jamais les États n'ont ainsi été autant coupés du peuple – mais, en même temps, jamais ils n'ont été autant capable de réactivité et de prises d'initiative d'écrasement rapide.

IL N'EST PAS DE RETOUR EN ARRIÈRE POSSIBLE

Comme l'a affirmé Staline à la suite de Lénine, « pour supprimer l'inévitabilité des guerres, il faut détruire l'impérialisme ». Toute autre conception est une convergence avec le mode de production capitaliste et il faut souligner ici la menace que représentent les courants bourgeois « socialistes » prétendant réorganiser le capitalisme, le réguler, lui mettre des barrières, le refaçonner, lui imposer des règles, etc.

Il y a deux ennemis et non pas un : il faut combattre ceux qui veulent la guerre impérialiste, au nom du nationalisme, de l'expansionnisme, et il faut aussi combattre ceux qui mentent en prétendant pouvoir faire changer le capitalisme.

Aussi vaines que soient ces prétentions à « améliorer » ou « modifier » le capitalisme, elles désorientent, elles font perdre du temps, elles empêchent de voir la gravité de la situation historique.

Le capitalisme aboutit inmanquablement à la guerre impérialiste et il n'est pas de retour en arrière possible une fois un tel processus enclenché. Seul le démantèlement des monopoles peut briser les forces menant à la guerre, et quel sens aurait un retour au capitalisme qui remettrait en branle le processus menant à des monopoles ?

Les réformistes répondront ici qu'un « capitalisme organisé » est possible : c'est un mensonge qui masque les intérêts du capitalisme cherchant à sauver son existence. Il y aura aussi les romantiques économiques qui proposeront un retour en arrière à une forme primitive de capitalisme, avec l'artisanat, voire le troc. C'est là incompatible avec les exigences de notre époque.

LES EXIGENCES DE NOTRE ÉPOQUE

La guerre qu'amène le capitalisme est aussi, dialectiquement, une contre-réponse à la paix planétaire qui est historiquement possible. Nous avons besoin d'une société mondiale unifiée, d'une humanité unifiant et centralisant toutes ses forces, afin d'élever le niveau de vie des masses mondiales et d'en même temps protéger la planète, en adoptant un mode de vie qui soit naturel et non plus décidé artificiellement par les capitalistes pour développer la consommation.

La guerre imposée par le capitalisme est également un moyen de propager la concurrence, la compétition, le cynisme, l'égoïsme...

Alors que sont à l'ordre du jour la compassion, l'empathie, le Socialisme. Au lieu d'avoir une humanité pacifiée et cultivée, se tournant vers la Nature et en particulier les animaux, ayant la tête dans les étoiles pour envisager la colonisation spatiale, le capitalisme cherche à défigurer le monde à coups de divisions, de sectarisme, de particularismes.

C'est là un aspect essentiel. Le capitalisme propage les divisions qui se conjuguent pour former une légitimité au crime à grande échelle. Il faut que les communistes soient en mesure de faire face à une telle entreprise, et cela implique d'être capable d'avoir une lecture approfondie de ce qu'est la société socialiste, le besoin de communisme.

Toute réduction à de l'économisme, à des considérations sans profondeur, sans âme, sans reconnaissance de la dignité du réel, amène la défaite face aux mobilisations provoquées par le capitalisme, qui profitent tant de moyens matériels élevés que d'un irrationalisme particulièrement prononcé.

**Il faut impérativement avoir conscience de cette dimension !
Vive la nation ukrainienne, victime du complot militariste
réalisé par la superpuissance américaine et l'impérialisme russe !
Guerre à la guerre impérialiste, guerre à l'OTAN !
Guerre populaire jusqu'au Communisme !**

Février 2022

LA GUERRE EN UKRAINE OUVRE

LA BOÎTE DE PANDORE DES CONFLITS MILITAIRES IMPÉRIALISTES DIRECTS – LA GUERRE POPULAIRE MONDIALE

EST LA RÉPONSE HISTORIQUE

L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 indique que nous sommes entrés dans une nouvelle période, celle où les conflits militaires de haute intensité se présentent aux yeux des impérialistes comme un moyen réalisable d'atteindre ses objectifs. C'est là un saut qualitatif mondial dans le rapport entre les pays, entre les États ; cela correspond à un niveau de conflictualité nouveau sur le plan des contradictions inter-impérialistes.

Nous soulignons ici que nous avons prévu depuis une année un tel saut, que nous en avons analysé en amont de très nombreux aspects, parce que nous avons saisi que la pandémie ouvrait en 2020 la seconde crise générale du capitalisme. S'il est important de le dire, c'est parce que tout positionnement est par définition toujours politique et que, désormais, il l'est d'autant plus. Dans cette nouvelle situation, toute prise de position ou non-prise de position n'est pas seulement lourde de sens, mais également empreinte d'une signification majeure, dans la mesure où elle converge avec telle ou telle tendance historique.

Autrement dit, le caractère foncièrement apolitique des pays capitalistes développés, comme la Belgique et la France, est en contradiction avec le fait que ces pays se voient arrimer à un phénomène historique qui est la tendance à la guerre. Nous ne parlons pas seulement ici d'interventions militaires, comme les pays impérialistes en ont mené de manière ininterrompue depuis trente ans, mais d'une démarche de mobilisation militariste engageant l'ensemble des aspects d'un pays entier.

Si nous faisons de cet aspect concret l'aspect principal de notre déclaration, c'est en raison du primat de la pratique, car la dignité du réel prime toujours. La guerre impérialiste ne tombe pas du ciel, pas plus qu'il n'y a des partisans de la guerre impérialistes qui tomberaient du ciel pour prendre le pouvoir d'État et réorienter subitement, du jour au lendemain, un pays vers la mobilisation nationaliste générale. C'est dans la réalité que se produit la tendance à la guerre, c'est de la réalité que procède la tendance à la guerre, sur la base d'innombrables contradictions produites par le mode de production en capitaliste en crise.

C'est parce qu'un pays est dos au mur, qu'il a besoin d'une sortie de crise coûte que coûte, que la guerre se produit, sur une base impérialiste car relevant de ce qui forme une grande bataille pour le repartage du monde. C'est le sens de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, cette dernière étant confrontée à une crise propre à son régime oligarchique dans le cadre général imposé par la pandémie. L'impérialisme oligarchique russe ne pouvait plus tenir le rythme capitaliste et il a été obligé de chercher à modifier la situation, par le conflit de haute intensité, franchissant le pas en raison d'une nécessité historique qui lui était propre.

On ne peut pas comprendre l'invasion russe si on s'imagine qu'elle a comme base le désir d'un individu cherchant à récréer un empire dont il deviendrait le tsar ; tomber à ce niveau d'analyse où le président russe Vladimir Poutine serait un tyran est totalement hors sol. L'invasion russe procède de contradictions internes, propres au régime russe, avec notamment la contradiction entre les intérêts du complexe militaro-industriel et ceux de l'oligarchie, dans le cadre d'un capitalisme frappé au niveau général par la crise générale.

Si les oligarques étaient en mesure d'accompagner individuellement cette crise de par leur mode de vie individuel décadent et parasitaire dans les hautes sphères bourgeoises internationales, en tant que classe l'oligarchie russe est intrinsèquement lié au complexe militaro-industriel dans le cadre national capitaliste russe, et cet aspect est devenu principal avec la crise générale ouverte en 2020, car la Russie risquait de basculer dans un déclassé significatif.

Si la question de l'OTAN a été sans cesse primordiale dans l'argumentation russe, avec une réelle inquiétude devant la menace de ce bloc militaire à ses frontières, il y a fondamentalement la pression économique énorme exercée par le bloc capitaliste occidental avec la superpuissance impérialiste américaine et les pays de l'Union européenne.

Ce bloc a réussi, momentanément, à bloquer les effets immédiats de la crise générale, en multipliant des crédits à très grande échelle. La Russie, de par sa nature économique à la fois bureaucratique et productrice de matières premières, n'était pas en mesure d'accompagner cette initiative capitaliste à grande échelle.

Cependant, l'analyse détaillée des contradictions internes à la Russie reste une tâche à mener et ce n'est pas l'aspect principal ici. En effet, ce qui prime avant tout, c'est que la guerre en Ukraine ouvre la boîte de Pandore des conflits militaires impérialistes directs.

Il s'agit là d'un profond renversement, qui a une nature concrète concernant tous les aspects de la vie quotidienne dans les pays impérialistes.

Il faut en effet malheureusement constater que le conflit militaire en Ukraine marque l'émergence de la guerre conventionnelle au 21^e siècle. Une fois qu'une telle guerre ouverte a été menée, une autre peut être menée bien plus facilement, du fait de la banalisation de ce phénomène dans les esprits, surtout si c'est présenté comme une fatalité aux yeux des opinions publiques travaillées au corps par les grandes bourgeoisies de chaque pays.

Le militarisme de chaque État va se voir encore plus accentué, encore plus « justifié ». La tendance à la guerre va se systématiser avec encore plus d'agressivité, exigeant une soumission chauvine toujours plus grande et même une mobilisation « patriotique » en ce sens.

Les institutions – de l'École aux syndicats, des services publics aux partis politiques – vont inlassablement contribuer à renforcer cette tendance, à l'inscrire dans le temps, à galvaniser dans le sens du nationalisme.

La question fondamentale qu'il y a ici, c'est de savoir dans quelle mesure il y a une capacité réelle de la part des pays capitalistes avancés à mettre en place une armée de masse, au-delà de l'armée professionnelle en place, et de savoir comment le rapport entre les deux peut se faire.

Le capitalisme est ici déchiré entre sa nature de société de consommation de masse, avec

des consommateurs totalement individualisés, différenciés au point de multiplier les marchés différents, et un besoin d'organiser de manière militaire de quoi assurer l'expansion aux dépens des autres puissances, avec des soldats façonnés de manière uniforme, obéissant au doigt et à l'œil.

Il y a ici un aspect très important à prendre en compte, qui tient finalement même à la capacité du régime politique en place à se maintenir.

La crise générale du capitalisme est un défi et les régimes doivent, pour l'assumer, se réimpulser. Sans cela, ils ne sont pas capables d'être au niveau du nouveau contexte. Cela implique un renouvellement du personnel politique, une reconfiguration idéologique avec notamment une modification des partis politiques en place.

C'est un phénomène complexe et contradictoire. Le régime veut se renforcer en se renouvelant, mais en se renouvelant il déchire le tissu social existant au préalable, ce qui laisse des espaces pour l'émergence d'une opposition politique, idéologique, culturelle, sociale.

La marche à la guerre du capitalisme n'est pas une voie tranquille, elle ne peut pas se faire sans conflits tant avec les habitudes prises dans le libéralisme qu'avec des masses toujours plus pressurisées pour payer la facture de la crise et de la militarisation.

Il y a ici un espace nouveau qui doit être compris par les communistes, et pour le comprendre il ne faut pas s'attendre à ce que le niveau de conscience atteigne un réel niveau de manière spontanée.

D'abord, parce que ce n'est jamais le cas, ensuite parce que la question de la rupture est encore plus essentielle dans une société capitaliste qui, même affaiblie dans ses fondements, permet encore un très haut degré de corruption.

On le voit bien avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, qui a soulevé le cœur des masses, mais un temps bref seulement, la vie quotidienne capitaliste reprenant quasi immédiatement le dessus.

Nous attirons l'attention sur cette question de l'évaluation du processus de la marche à la guerre, qui est essentielle pour permettre de se placer politiquement de manière adéquate ; les erreurs à ce niveau sont fatales, car en élevant à chaque fois le niveau d'un cran, le capitalisme rend les choses plus difficiles, centralisant le régime et le militarisant.

Ce qui, dialectiquement, implique de calibrer de manière adéquate les propositions politiques communistes. Le grand risque est ici le gauchisme. Plus le capitalisme se centralise, plus il devient fort, mais en même temps il rend toujours plus étroit sa base et par là-même il se fragilise.

Si la situation implique ainsi toujours plus de radicalité, le programme communiste vise pourtant dialectiquement, à court et moyen terme, toujours moins un Etat socialiste en tant que tel, pour se tourner vers la proposition d'un nouvel Etat démocratique et populaire, sur une base d'opposition au nationalisme et au militarisme, c'est-à-dire en fin de compte anti-monopoliste.

La question qui se pose avec l'irruption de la guerre comme actualité, ce n'est pas moins que celle de la nature de l'Etat et de ses orientations. Les impérialistes précipitent les masses dans la guerre au moyen de leurs Etats, aussi les communistes doivent-ils faire en sorte que les masses génèrent un nouvel Etat prenant une option entièrement différente.

Ces masses doivent être unies et de par la centralisation des régimes se tournant vers la guerre, il faut un programme répondant dialectiquement à cette centralisation. Il y a donc besoin de la mise en place d'un nouveau régime, démocratique et populaire, privant le pouvoir de la haute bourgeoisie et ses vassaux, en nationalisant les principaux secteurs de l'économie, en formant une armée nouvelle, de type démocratique et populaire, en brisant les idéologies nationaliste et militariste.

Le caractère démocratique et populaire de cet Etat – et non pas socialiste et ouvrier – tient au fait que la tendance à la guerre va de pair avec une immense décomposition sociale et que, par là-même, seul le front le plus large est en mesure de faire face à un régime précipitant toujours plus le pays dans son ensemble dans le militarisme, le nationalisme, l'aventurisme militaire.

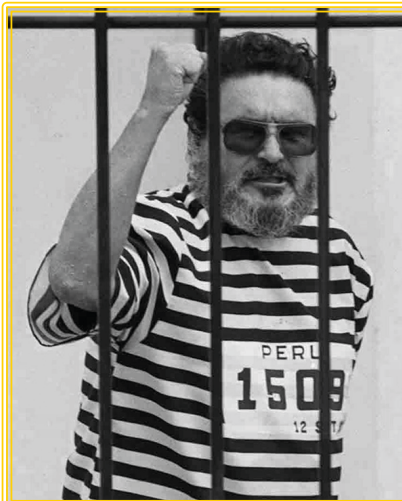
C'est la grande leçon des années 1920 et 1930, avec la systématisation de l'action antifasciste,

du Front populaire, comme proposition démocratique anti-monopoliste.

Dans un contexte de fuite en avant d'une société déboussolée, de fascisation, de nationalisme exacerbé, de militarisme se généralisant... la proposition stratégique communiste est sur la défensive, par définition.

La réalité politique, sociale, culturelle, idéologique... ne laisse aucune place aux fantasmes ultra-gauchistes, faux qui plus est car, à une époque de décadence, l'affirmation démocratique et populaire tend par elle-même, par nature, au socialisme, et ce dans un processus ininterrompu, et mondial.

La bataille pour le repartage du monde a en effet un caractère planétaire historique. Au-delà des contingences, des particularités nationales, il ne faut pas perdre de vue que, historiquement, le pendant de la guerre impérialiste, c'est la guerre populaire mondiale.



« Le Président Mao nous disait : il faut se préparer et se préparer dès maintenant contre une guerre impérialiste et principalement contre une guerre atomique.

Comment allons-nous leur répondre ? Évidemment, seulement avec la guerre populaire, il n'y a pas d'autre forme, voilà le principal.

Les démasquer fait partie d'une campagne de propagande qui montre au monde leurs sinistres et macabres plans d'énorme génocide, mais jamais cela n'arrête une guerre.

Staline l'a dit clairement : ces campagnes n'arrêtent jamais une guerre.

Alors la seule chose à faire, si nous voulons empêcher une guerre, c'est de développer la révolution.

Comme l'enseigne le Président Mao : soit la révolution empêche la guerre mondiale, soit cette dernière attise la révolution. »

Cela, les impérialistes s'en doutent bien et c'est aussi leur inquiétude, en plus de leur obsession de repartage du monde. Comme l'a enseigné Gonzalo, le dirigeant du Parti Communiste du Pérou dans la seconde moitié des années 1980 :

Il faut stopper les assassins avant qu'ils passent leurs actions et, si jamais ceux-ci commencent leurs basses œuvres, il faut les combattre dans chaque pays, sans converger avec eux. Cette perspective impose des tâches spécifiques dans chaque pays, mais relève du cadre général de l'internationalisme prolétarien, avec comme perspective la République Socialiste mondiale.

Ce qui signifie : opposer à la guerre impérialiste mondiale la guerre populaire mondiale. ■

Mars 2022
Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste
de Belgique
Parti Communiste de France
(marxiste-léniniste-maoïste)

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

DEPUIS 2020



LISEZ, ÉTUDIEZ, DIFFUSEZ Crise

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La seconde crise générale du capitalisme (page 3)
- Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 (page 7)
- La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation (page 12)
- Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit (page 14)
- Karl Marx et la crise de surproduction (page 21)
- Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises (page 36)
- L'erreur d'Eugen Varga (page 40)
- L'erreur de Paul Boccara (page 47)
- A propos de la crise capitaliste en cours (page 55)

MAI 2020

1

L'analyse approfondie
des tendances de fond
de la seconde crise
générale du
capitalisme
commencée avec la
pandémie en 2020.

La base intellectuelle
et analytique
incontournable pour
les communistes
transformant le
monde dans un sens
révolutionnaire.

Entre chronologie réelle et narration impérialiste : le processus de déclenchement de la guerre en Ukraine

À la mi-février, l'Ukraine devenait une actualité pour les médias internationaux. La question de la guerre entre la Russie et l'Ukraine remonte pourtant, si on étudie les faits, à avril 2021. Il y a tout un long processus, de plusieurs mois, aboutissant à la guerre impérialiste et portant en fait même celle-ci dès le départ.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine n'est pas un accident de parcours d'un monde en paix ; c'est bien plutôt l'expression meurtrière d'un effondrement de l'ordre mondial qui s'est mis en place au tout début des années 1990, avec la disparition du bloc du social-impérialisme soviétique et la transformation de la Chine en usine du monde.

On trouve une chronologie pour les six premiers mois dans le numéro 17 de Crise, de décembre 2021 (« Les enseignements historiques des six mois d'escalade militaire impérialiste aux frontières ukrainiennes et la guerre impérialiste comme expression du développement inégal de la crise générale du capitalisme »).

Cependant, la guerre étant déclarée désormais (ce qui était déjà annoncé dans Crise), il faut se pencher plus directement sur le rapport entre la chronologie réelle des faits et la narration impérialiste. Cela forme deux pôles d'une contradiction à absolument comprendre.

On a tout de même un régime russe ayant expliqué pendant des mois qu'il amassait ses troupes à la frontière avec l'Ukraine sans aucune intention d'invasion, utilisant la moquerie pour dénoncer « l'hystérie » à son

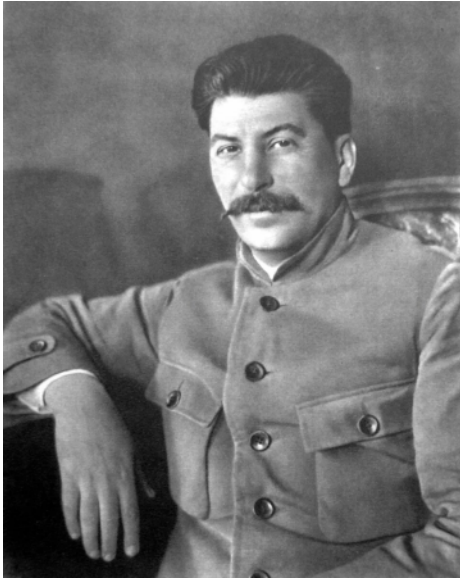
encontre... Pour du jour au lendemain modifier son fusil d'épaule et justifier l'invasion et la lancer, en 48 heures.

On a également des pays impérialistes occidentaux prétendant pendant des mois prôner la paix en Ukraine pour assumer du jour au lendemain de lui fournir des armes de manière massive et de l'appuyer pour la guerre.

Dans quelle mesure la guerre impérialiste est-elle « consciemment » menée ?

Ce qui se pose, c'est la question de la chronologie réelle, au-delà des événements apparents. Y avait-il un plan posé dès le départ pour envahir l'Ukraine, avec une lente mise en place pour opérer dans des conditions idéales ? Ou bien l'invasion a-t-elle été le produit d'un engrenage devenu progressivement inévitable ?





Ce n'est en effet pas parce que, du point de vue communiste, la guerre impérialiste apparaît comme inévitable, qu'elle est comprise pareillement par les impérialistes eux-mêmes. L'article du numéro 12 de Crise, en avril 2021, Comment la seconde crise générale du capitalisme modifie la nature de la guerre impérialiste : ce que montre le conflit entre l'Ukraine et la Russie, indique sur ce plan la chose suivante :

« Lorsque les troupes russes se sont accumulées à la frontière de ces deux pays, l'ensemble des commentateurs a affirmé que c'était une escalade militaire, mais que le risque de la guerre restait faible, que c'était un moyen de faire pression, d'impressionner.

Même dans les cas où la guerre a été considérée comme possible, il n'a pas été considéré qu'elle était inévitable. C'est-à-dire que les commentateurs ont dit que la guerre (possible) était la simple continuation de la politique russe, que tout dépend, en définitive, de la politique russe, des moyens pour elle de progresser. La guerre était une option et seulement une option.

Inversement, un regard matérialiste dialectique ne prend pas la question ukrainienne de manière figée à l'instant T, pas plus qu'elle ne fait des évaluations

géopolitiques, des situations intérieures spécifiques à l'Ukraine et la Russie, avec éventuellement des contestations, des élections, le rôle de telle ou telle figure politique, etc.

Tout cela est pris en compte, bien entendu, mais l'aspect principal tient à la tendance historique. Or, la crise générale du capitalisme implique la fin d'un développement « normal » et un nécessaire repli agressif afin de mener bataille pour le repartage du monde.»

Cela est indéniablement juste et cela veut dire que le régime russe a raisonné de manière « géopolitique », car il ne peut pas faire autrement, et que donc son rapport à une compréhension juste de la guerre ne saurait qu'être faussé, troublé, masqué par le voile du capitalisme allant à la guerre.

C'est là quelque chose de très important, parce que cela signifie que lorsque Benito Mussolini lance l'Italie fasciste à la conquête de l'Éthiopie en 1935, lorsque Adolf Hitler lance l'Allemagne nazie contre la France en 1940, ils ne cernent pas ce qu'ils font au sens strict du terme ; à leurs yeux la guerre est la continuation de la politique. Ils ne voient pas en quoi la guerre consiste en un saut qualitatif.

Ils savent bien que la guerre change beaucoup de choses, voire tout. Pour autant, elle n'est à leurs yeux qu'un prolongement mécanique de leur propre positionnement politique-historique.

Ainsi, à la question de savoir si en amassant des troupes à la frontière ukrainienne en avril 2021, le président russe Vladimir Poutine savait qu'il déciderait de la guerre, la réponse est oui et non, car son existence même se place dans un espace historique décidant du cours des événements au-delà de ses propres choix, et pour quoi il a d'ailleurs été façonné historiquement.

La chronologie : le départ avec l'accumulation de troupes russes et la demande ukrainienne de rentrer de manière accélérée dans l'OTAN

Tout commence au tout début du mois d'avril 2021, avec une accumulation subite de troupes russes à la frontière ukrainienne, doublant pratiquement ses bataillons en date du 2 avril, alors que les accrochages se multipliaient à la ligne de démarcation entre le Donbass séparatiste et l'Ukraine. La superpuissance américaine a immédiatement commencé à apporter un soutien logistique à l'Ukraine, dont le régime est de fait un satellite.

Le moment clef, le 6 avril 2021, c'est lorsque le président ukrainien Volodymyr Zelensky a demandé au secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg d'accepter une entrée accélérée de l'Ukraine dans l'OTAN.

Le lendemain, le 7 avril donc, le président du Comité militaire de l'OTAN, qui est le maréchal en chef de l'armée de l'air britannique Stuart Peach, se rend en Ukraine pour soutenir cette initiative. Le surlendemain, c'est le ministre des Affaires étrangères polonais, Zbigniew Rau, qui se rend en Ukraine.

Le 8 avril, c'est l'attachée à la défense auprès de l'ambassade américaine à Kiev, la colonel Brittany Stewart, qui se rend sur la ligne de front au Donbass, en tenue militaire ukrainienne.

Le 10 avril le président ukrainien Volodymyr Zelensky se rend à Istanbul pour rencontrer le président turc Recep Tayyip Erdogan, avec à l'arrière-plan l'achat de drones turcs par l'armée ukrainienne ; le 16 avril il se rend à Paris pour rencontrer le président français

Emmanuel Macron.

La « ligne rouge » posée par la Russie

La séquence du début avril 2021 a été accompagnée de très nombreux autres petits événements en relevant, comme l'expulsion de diplomates russes par la république tchèque, etc. ; on les trouvera listées de manière utile sur le site agauche.org/ukraine. Mais ce qui compte substantiellement, c'est qu'il y a eu un choc immédiat, avec l'Ukraine devenant un lieu immédiat d'extrême polarisation.

De manière marquée, cela n'a été remarqué que par les « experts » en stratégie et ceux qui étudient de manière scientifique la réalité de la crise générale du capitalisme. En avril 2021, la question ukrainienne n'intéresse personne, l'attention se portant au mieux sur la ligne de front au Donbass. Les enjeux ne sont alors pas du tout compris par personne, sauf par les protagonistes.



Ainsi, le président russe Vladimir Poutine parle de « ligne rouge » - qu'il ne définit pas – dans son adresse à la nation du 21 avril 2021 :

« Nous voulons vraiment maintenir de bonnes relations avec tous ceux qui sont engagés dans la communication internationale, y compris, soit dit en passant, avec ceux avec qui nous ne nous entendons pas ces derniers temps, pour ne pas dire plus. Nous ne voulons vraiment pas brûler les ponts.

Mais si quelqu'un prend nos bonnes intentions pour de l'indifférence ou de la faiblesse et a l'intention de brûler ou même de faire sauter ces ponts, il doit savoir que la réponse de la Russie sera asymétrique, rapide et dure.

Ceux qui sont à l'origine de provocations qui menacent les intérêts fondamentaux de notre sécurité regretteront ce qu'ils ont fait d'une manière qu'ils n'ont pas connue depuis longtemps.

En même temps, je dois juste être clair, nous avons suffisamment de patience, de responsabilité, de professionnalisme, de confiance en soi et de certitude dans notre cause, ainsi que de bon sens, lorsque nous prenons une décision de quelque nature que ce soit.

Mais j'espère que personne ne songera à franchir la « ligne rouge » vis-à-vis de la Russie. Nous déterminerons nous-mêmes dans chaque cas spécifique où il sera tracé.»

La tension semble néanmoins retombée, en apparence, alors que la Russie enlève une large partie de ses troupes des frontières ukrainiennes, tout en laissant un très important matériel sur place.

Un interventionnisme impérialiste occidental forcené et un expansionnisme russe assumé

Dès le mois d'avril 2021, il y a une accélération des interventions impérialistes occidentales en

Ukraine. La superpuissance impérialiste américaine a commencé à peser de tout son poids, accélérant ses fournitures d'armement : de 2014 à février 2022, elle a envoyé en Ukraine pratiquement 800 millions de dollars d'armement.

Cela a ouvert une brèche où de plus en plus de pays se sont engouffrés. On a ainsi le secrétaire d'État américain Anthony Blinken en Ukraine le 6 mai, la ministre des Affaires étrangères belge Sophie Wilmes le lendemain, alors qu'un ballet diplomatique incessant s'ouvrait alors, les pays baltes notamment apportant un soutien ouvert et belliciste au régime ukrainien.

La conférence à Genève à la mi-juin 2021 entre les présidents américain et russe Joe Biden et Vladimir Poutine témoigne que les choses se passent au plus haut niveau sur le plan des contradictions inter-impérialistes.

Il y a alors une initiative politique majeure avec l'écriture par le président russe Vladimir Poutine d'un long article, le 12 juillet 2021, « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », devant être même lu par l'armée. Il y est affirmé que l'Ukraine est une invention de la révolution bolchevique et qu'il faut la ramener dans le giron russe.

Cela forme la seconde séquence.

Le retour forcené de la tension à la fin 2021 et les exigences russes

Le retour de la tension ouverte tient à quatre faits majeurs. Il y a la destruction par la Russie le 15 novembre 2021 d'un de ses satellites inactifs mis en orbite en 1982, au moyen d'un missile témoignant d'une capacité militaire très développée. Il y a une nouvelle accumulation de troupes militaires russes à la frontière avec l'Ukraine.

Il y a des ruptures toujours plus prononcées du cessez-le-feu sur la ligne de démarcation au Donbass, alternant avec des moments d'accalmie (1 889 violations du 12 au 14 novembre, une vingtaine du 14 au 16, etc.). Et il y a une propagande hallucinée du côté américain et britannique au sujet de la menace russe.

Commencent alors des tractations diplomatiques, qui vont durer de décembre à février 2022, avec notamment une discussion Biden-Poutine par téléconférence le 7 décembre 2021. La Russie commence alors à exposer toute une série de revendications, résumées comme suit dans un article du 18 décembre 2021 d'agauche.org :

« Qu'a proposé la Russie ?

1. Elle propose déjà que la Russie et l'Otan n'envoient ni troupes ni matériel nulle part à part dans les pays où ils étaient présents en mai 1997.

Or, le problème est ici facile à comprendre. L'OTAN a vu l'ensemble des adhésions à l'Est après cette date. L'Allemagne de l'Est est le seul pays à avoir rejoint indirectement l'OTAN auparavant, en 1990, avec la réunification allemande, mais il y a eu à l'époque un « deal » : la Russie ne s'opposerait pas à la réunification en échange de l'absence d'envois de force de l'OTAN dans la partie Est.

Pour le reste, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque ont adhéré en mars 1999, puis il y a eu une grande vague d'adhésions en mai 2004 : Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie. Ont suivi en avril 2009 l'Albanie et la Croatie, en juin 2017 le Monténégro, en mars 2020 la Macédoine du Nord. Et il faut ajouter à cela les processus en cours d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine, de la Géorgie et de l'Ukraine.

Cette proposition russe est donc par définition inacceptable pour l'OTAN ayant réussi son expansion. C'est comme si la Russie tentait de rattraper tout ce qu'elle avait perdu au moment de l'effondrement de la

superpuissance soviétique, en faisant de l'Est de l'Europe au minimum une zone tampon. On ne peut que penser aux propos du président russe Vladimir Poutine comme quoi la chute de l'URSS a été « plus grande catastrophe géopolitique du 20e siècle ».

2. La seconde proposition est que la Russie et la superpuissance américaine ne déploient pas d'armes atomiques dans des pays étrangers, ni ne forment du personnel de ces pays à l'emploi des armes atomiques.

Ce point est capital. Pour résumer : la Russie pense que l'OTAN peut très rapidement modifier certains missiles basés en Pologne pour les munir de têtes nucléaires. Inversement, l'OTAN pense qu'il y a des missiles nucléaires à Kaliningrad, la poche séparée géographiquement du reste de la Russie.

Cette proposition, si elle est refusée, implique un retour de missiles à têtes nucléaire se faisant face à face à moyenne distance en Europe. Cela renforce évidemment deux choses. Tout d'abord la possibilité d'une attaque nucléaire, ici contre la Russie. Il faut 15-30 min pour un missile pour faire Moscou-New York, mais il n'en faudrait que quelques minutes pour faire Varsovie-Moscou.

Ensuite, la possibilité de l'emploi de l'arme atomique comme outil de guerre contre les troupes, dans le cadre d'un affrontement sur le sol européen, avec l'espoir d'un gain tactique très rapide prenant l'autre au dépourvu.

On notera ici que la stratégie française en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest par la Pacte de Varsovie prévoyait de lancer en masse des armes nucléaires sur les troupes ennemies arrivant aux frontières du pays !

3. La troisième proposition est que ni la Russie ni la superpuissance américaine ne pratiquent de wargames prévoyant l'emploi de l'arme atomique.

Ce point est capital pour la Russie. Si la première proposition est une provocation, celle-ci est logique et vitale alors que des bombardiers stratégiques américains se baladent aux frontières russes.

4. La quatrième proposition découle du reste : l'OTAN doit cesser son expansion, en particulier ne pas faire adhérer les « États de l'ancienne Union des Républiques Socialistes Soviétiques ».

Cela désigne bien sûr ici surtout la Géorgie et l'Ukraine, que l'OTAN veut intégrer, mais le choix russe pour les désigner en dit long !

5. La cinquième proposition, qui est en fait la première dans la proposition russe, dit que la Russie et les États-Unis ne font rien l'un contre l'autre, à quelque niveau que ce soit. On remarquera que c'était ici la ligne de Donald Trump et ses partisans au plus haut niveau militaire sont encore sur cette ligne, critiquant justement le président américain Joe Biden pour sa ligne.»

La question de la diplomatie

Il a tout de suite été remarqué que les exigences russes allaient très loin. Certains ont dit : c'est pour feindre de vouloir la diplomatie, tout en voulant le conflit. D'autres ont dit : c'est pour mieux négocier ensuite. Quoiqu'il en soit, en raison de la seconde crise générale du capitalisme, il n'était naturellement pas possible pour la superpuissance américaine de rentrer dans quelque négociation que ce soit.

On doit même dire que cette question diplomatique est le nexus de la contradiction entre la chronologie réelle et la narration impérialiste. Elle est lieu de la formulation de cette contradiction, son déclencheur, son moment-clef.

Il y a bien entendu dans la diplomatie un moment virtuel surtout, mais c'est également un lieu de synthèse. Il est évident que, vu du futur, dans dix ou vingt ans, cette question diplomatique ne sera pas perçue comme un intermède, ni comme un tournant, mais comme un véritable lieu historique où il s'est déroulé quelque chose pour les pays impérialistes et leurs orientations.

Le refus par l'OTAN des exigences russes

Le 12 janvier 2022, l'OTAN invita la Russie à une réunion, mais pour en fait rejeter ses demandes. Les rapports furent brûlants ou glaçants, comme on l'entendra. L'article du 13 janvier 2021 d'agauche.org raconte ainsi :

« L'OTAN s'est réunie avec la Russie le 12 janvier 2022 pour la première fois depuis deux ans et demi ; normalement de telles réunions se tiennent deux-trois fois par an, mais les intérêts tellement divergent ont provoqué une cassure. La crise internationale provoquée par la pandémie a ramené l'existence d'une telle réunion, mais celle-ci s'est bien entendu conclu sur rien de concret.

La Russie, par l'intermédiaire d'Alexandre Grouchko, vice-ministre russe des Affaires étrangères, exige en effet que l'Ukraine et la Géorgie ne rejoignent pas l'OTAN, et cette dernière dit qu'elle n'y peut rien, qu'elle laisse la porte ouverte. Ce qui implique qu'elle les acceptera, alors qu'en plus il existe en ce moment une intense campagne anti-Russie dans le Nord de l'Europe.

Après la Suède, c'est ainsi la Norvège qui affirme qu'elle est menacée d'une possible invasion russe, et il y a un discours officiel appelant à renforcer la présence militaire de l'OTAN en Europe de la part du Danemark, de la Suède, de la Norvège et de l'Estonie. De plus, le Royaume-Uni a envoyé en Ukraine toute une équipe de généraux.

La superpuissance américaine met également le paquet. Le 12 janvier 2022, la Secrétaire d'État adjointe des États-Unis Wendy R. Sherman présente lors de la réunion Russie-OTAN a également eu une rencontre avec le secrétaire général du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères François Delattre, le secrétaire d'État allemand aux affaires étrangères Andreas Michaelis, le directeur politique italien des affaires étrangères Pasquale Ferrara, le ministre d'État britannique pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Amérique du Nord James Cleverly.

Et lors de la réunion de l'OTAN en tant que tel, Wendy R. Sherman a dit au représentant russe qu'il était une seule personne parmi 30, mais qu'en fait les 29 représentants de l'OTAN ne formaient également qu'une seule personne, au sens où l'OTAN formait un bloc. Et lorsqu'elle a pris la parole et qu'en même temps la délégation russe s'échangeait des documents en murmurant, elle les a rappelés à l'ordre.

La Russie est donc prise à la gorge : soit elle essaie de passer en force en envahissant l'Ukraine, un pays qu'elle ne reconnaît somme toute pas, ou bien elle recule et alors elle s'effiloche sous la pression occidentale. Tant la Russie que l'OTAN n'ont comme seule possibilité d'existence que l'expansion territoriale, politique, militaire.»

L'OTAN confirma cette ligne avec la remise à la Russie d'une lettre de la part des États-Unis et une autre de la part de l'OTAN par l'ambassadeur américain à Moscou, John Sullivan, le 26 janvier 2022.

Tout était alors joué.

L'impérialisme est flottant et mouvant

Si l'on regarde bien, ce ne sont pas Benito Mussolini et Adolf Hitler qui ont décidé des guerres en 1935 et en 1940, mais ce qu'ils représentent ; leurs choix n'en sont pas et relèvent d'un État, un état-major militaire, dont ils n'ont été qu'un rouage essentiel. Il faut raisonner en termes de tendance historique en étudiant la nature des pays, leurs contradictions internes.

Il en va de même pour la guerre entre la Russie et l'Ukraine, se concrétisant par l'invasion russe de l'Ukraine. C'est essentiel. Le numéro 12 de Crise, en avril 2021 raconte ici quelque chose d'utile, avec une intense polémique en Italie en 1993 au sujet justement de l'analyse de l'évolution des initiatives impérialistes (1914, le modèle du déclenchement de la guerre

impérialiste ? Le débat italien de 1993 avec la question de la « photographie » des rapports inter-impérialistes).

Concrètement, un groupe attaque militairement la base militaire américaine d'Aviano en Italie et justifie son action par une argumentation qui est très violemment critiquée par les Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant. La critique est la suivante : cette action se pose comme une réponse à des « relations internationales » posées par l'impérialisme, or c'est perdre de vue à la fois le caractère central de la contradiction interne et la substance des contradictions inter-impérialistes.

On ne saurait « courir derrière » les actes de l'impérialisme, qui est un phénomène historique, l'action révolutionnaire ne doit pas se poser en « miroir » de l'impérialisme. C'est là une critique tout à fait importante, car si l'on regarde en France par exemple, on peut voir que la « gauche » du Parti « Communiste » Français, voire ce dernier, a tendance de manière plus ou moins inavouée à voir en la Russie (et la Chine) un phénomène de contretendance à l'impérialisme.

C'est d'ailleurs une tendance très française, la France étant une grande puissance alliée à la superpuissance américaine tout en cherchant un degré d'indépendance, et utilisant donc de tels renforts pseudos anti-impérialistes et contribuant en fait à l'impérialisme français lui-même. Un tel problème ne se pose pas en Belgique, c'est vraiment propre à la France avec son alliance et sa volonté, en même temps, de préserver son « indépendance stratégique ».

La question de cette dernière va par ailleurs devenir toujours plus importante dans les affrontements entre les factions de la bourgeoisie, plus exactement de la haute bourgeoisie. ■

Extrait de la Déclaration conjointe de la Fédération de Russie et de la République populaire de Chine sur les relations internationales entrant dans une nouvelle ère et le développement durable mondial, 4 février 2022

« Les parties sont gravement préoccupées par la création par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie (AUKUS) d'un « partenariat de sécurité triangulaire », qui prévoit un approfondissement de la coopération entre ses participants dans des domaines affectant la stabilité stratégique, en particulier leur décision d'entamer une coopération dans le domaine des sous-marins nucléaires.

La Russie et la Chine estiment que de telles actions vont à l'encontre des objectifs d'assurer la sécurité et le développement durable de la région Asie-Pacifique, augmentent le risque de déclencher une course aux armements dans la région et créent de graves risques de prolifération nucléaire.

Les parties condamnent fermement de telles mesures et appellent les participants à AUKUS à remplir fidèlement leurs obligations en matière de non-prolifération nucléaire et de missiles, ensemble pour protéger la paix, la stabilité et le développement dans la région (...).

Les parties estiment que le retrait des États-Unis du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), l'accélération des études et du développement de missiles à portée intermédiaire et à courte portée basés au sol et la volonté de les déployer en Asie-Pacifique et en Europe, ainsi que de les transférer à leurs alliés, entraînent une augmentation des tensions et de la méfiance, augmentent les risques pour la sécurité internationale et régionale, conduisent à un affaiblissement du système international de non-prolifération et de maîtrise des armements, et compromettent la stabilité stratégique mondiale.

La partie chinoise comprend et soutient les propositions avancées par la Fédération de Russie sur l'établissement de garanties de sécurité juridiquement contraignantes à long terme en Europe (...).

La partie russe note la signification positive du concept de la partie chinoise de construire une « communauté avec un destin commun pour l'humanité » afin de renforcer la solidarité de la communauté mondiale et d'unir les efforts pour répondre aux défis communs. La partie chinoise note la signification positive des efforts de la partie russe pour former un système multipolaire équitable des relations internationales.

Les parties ont l'intention de défendre fermement l'inviolabilité des résultats de la Seconde Guerre mondiale et de l'ordre mondial établi d'après-guerre, de défendre l'autorité de l'ONU et de la justice dans les relations internationales, et de résister aux tentatives de nier, de déformer et de falsifier l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Afin d'éviter une répétition de la tragédie de la guerre mondiale, les Parties condamneront résolument les actions visant à niveler la responsabilité des atrocités des agresseurs fascistes, des envahisseurs militaristes et de leurs complices, souiller et ternir l'honneur des pays vainqueurs.

Les parties défendent la formation d'un nouveau type de relations entre les puissances mondiales fondées sur le respect mutuel, la coexistence pacifique et la coopération mutuellement bénéfique. Ils confirment que les relations interétatiques russo-chinoises d'un nouveau type sont supérieures aux alliances militaro-politiques de l'ère de la guerre froide. »

Extrait de : La Russie et la Chine : un partenariat stratégique tourné vers l'avenir, article du président russe Vladimir Poutine à l'occasion de sa visite en Chine, début février 2022

« A la veille de ma prochaine visite en Chine, j'ai le plaisir de communiquer directement avec le public chinois et étranger de Xinhua, la plus grande agence de presse. Nos deux pays sont de proches voisins liés par des traditions séculaires d'amitié et de confiance. Nous apprécions hautement le fait que le partenariat de coordination stratégique globale Russie-Chine, qui est entré dans une nouvelle ère, a atteint un niveau sans précédent et est devenu un modèle d'efficacité, de responsabilité et d'aspiration pour l'avenir. L'an dernier, nous avons célébré le 20e anniversaire du Traité sino-russe de bon voisinage et de coopération amicale. Les principes fondamentaux et les lignes directrices du travail commun ont été définis par nos deux pays dans ce traité (...).

Fin 2021, le volume des échanges mutuels a augmenté de plus d'un tiers, dépassant le niveau record de 140 milliards de dollars. Nous sommes en bonne voie pour atteindre notre objectif de porter le volume commercial à 200 milliards de dollars par an. Un certain nombre d'initiatives importantes sont mises en œuvre dans les secteurs de l'investissement, de la manufacture, de l'industrie et de l'agriculture. En particulier, le portefeuille de la Commission intergouvernementale sur la coopération en matière d'investissements comprend 65 projets d'une valeur de plus de 120 milliards de dollars. Il s'agit d'une collaboration dans une série de domaines tels que l'exploitation minière et le traitement des minéraux, la construction d'infrastructures et l'agriculture. Nous ne cessons d'étendre les règlements en devises nationales et de créer des mécanismes pour compenser l'impact négatif des sanctions unilatérales. Un jalon important à cet égard a été la signature en 2019 d'un accord entre les gouvernements de la Russie et de la Chine sur les paiements et les règlements. Un partenariat énergétique mutuellement bénéfique est en train de se former entre nos deux pays. Avec l'approvisionnement à long terme de la Chine en pétrole et en gaz, nous prévoyons de mettre en œuvre un certain nombre de projets conjoints de grande envergure.

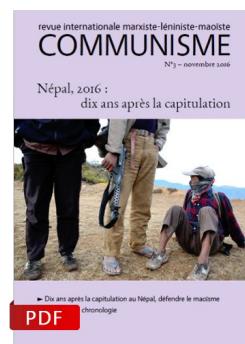
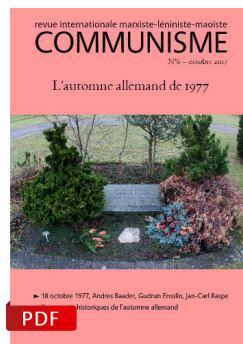
La construction depuis l'an dernier de quatre nouvelles unités d'énergie dans des centrales nucléaires chinoises, avec la participation de la compagnie nucléaire publique russe Rosatom, en est un exemple. Tout cela renforce considérablement la sécurité énergétique de la Chine et de la région asiatique dans son ensemble. Nous voyons toute une série d'opportunités dans le développement des partenariats en matière de technologies de l'information et de la communication, de médecine, d'exploration spatiale, y compris l'utilisation de systèmes de navigation nationaux et le projet de station de recherche lunaire internationale. Une forte impulsion au renforcement des liens bilatéraux a été donnée aux Années croisées d'innovation scientifique et technologique russo-chinoises en 2020 et 2021.

Nous sommes reconnaissants à nos collègues chinois pour leur aide au lancement de la production des vaccins russes Spoutnik V et Spoutnik Light en Chine et pour la fourniture en temps voulu d'équipements de protection à notre pays. Nous espérons que cette coopération se développera et se consolidera. L'un des objectifs stratégiques de la Russie est d'accélérer le développement socio-économique de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe. Ces territoires se trouvent dans le voisinage immédiat de la Chine. Nous avons également l'intention de développer activement la coopération infranationale. Ainsi, la modernisation de ligne ferroviaire Baïkal-Amour et du Transsibérien a été engagée.

D'ici 2024, leur capacité sera multipliée par 1,5 grâce à l'augmentation du volume de fret en transit et à la réduction du temps de transport. Les infrastructures portuaires de l'Extrême-Orient russe se développent. Tout cela devrait consolider la complémentarité des économies russe et chinoise. »

Communisme

Une revue pdf en français et en anglais, concernant les aspects internationaux du marxisme-léninisme-maoïsme.



vivelemaoïsme.org

materialisme-dialectique.com

La guerre en Ukraine et son arrière-plan en Transcaucasie

Depuis la chute de l'URSS en 1991, la Transcaucasie n'a que très progressivement intéressé les grandes puissances capitalistes. Mais à mesure de l'entrée des pays de la Transcaucasie dans la « mondialisation » du mode de production capitaliste, les tensions héritées de l'effondrement de l'Union Soviétique révisionniste depuis la fin des années 1950, et qui a finalement imploré sous la poussée du développement des mafieux et des mouvements nationalistes chauvins et semi-féodaux, les uns liés aux autres, se sont liées inextricablement aux magouilles et aux intérêts des grandes firmes et de la politique des grandes puissances du capitalisme.



Ce furent d'abord les puissances liées aux États-Unis, les pays de l'Union européenne et notamment le Royaume-Uni, jusqu'à sa sortie de cette institution, le Japon et l'Arabie Saoudite, qui se sont affirmées dans le secteur, puis avec l'expansion capitaliste commencée en 1990, la Turquie, l'Iran, la Chine même, mais surtout la

Russie, d'y faire une pénétration, vécue pour cette dernière en particulier comme un « retour ».

Les analystes bourgeois voudraient clarifier la situation en la décryptant selon une logique « géopolitique » qui permettrait de rendre intelligible l'incroyable et inextricable sac de nœud généré par le cadre de la « mondialisation » capitaliste dans lequel se trouvent pris les peuples de la Transcaucasie.

Mais cela est une vanité, en réalité, la situation a longtemps relevée de la magouille multilatérale, de la concurrence tous azimuts, avec ses retournements de veste et ses trahisons, et de la compétition, notamment militaire, permettant de porter à bout de bras les régimes corrompus installés avec l'effondrement de l'URSS révisionniste, qui étranglent par leur chauvinisme et leur corruption les sociétés civiles de ces États et la vie populaire dans ces pays.

C'est le choc prolongé de ses rivalités et de ses magouilles externes, sur fond de préjugés internes semi-féodaux écrasant les consciences populaires, qui a abouti à la situation actuelle. C'est de fait là le fruit de la « mondialisation » capitaliste dans la région, qui avait promis paix, prospérité et développement, et qui n'amène finalement que guerres, décadence et magouilles à tous les niveaux. Précisément, cela était complètement prévisible et inévitable de fait.

De ce choc, et de la Crise élançée dans le cadre de la pandémie du COVID-19, les blocs ont commencé à se polariser. Et la revue Crise en a attentivement observé le développement depuis la guerre au Karabagh, en octobre 2020.

Aujourd'hui, tout comme en Ukraine, la Transcaucasie est un terrain de lutte notamment entre deux blocs dont les contours se dessinent toujours plus

nettement : celui polarisé autour de la Russie, qui est lui-même toujours plus dans l'orbite de la Chine, et de celui polarisé autour de l'OTAN.

Parmi les pays de cette alliance, on peut suivre notamment le Royaume-Uni de manière significative pour analyser la constitution progressive et inévitable des blocs d'antagonisme impérialiste dans le cadre du mode de production capitaliste en crise. Le Royaume-Uni a été dès les années 1990 un des principaux partenaires commerciaux de l'Azerbaïdjan, mais c'est surtout dans le domaine de l'énergie, et particulièrement de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures de la Caspienne que son influence est importante.



Dès lors, on peut même parler ici d'hégémonie, au sens où le Royaume-Uni a directement piloté ce qui est appelé par le régime de Bakou Esrin müqavilesi soit le « contrat du siècle ». Il s'agit d'un accord passé le 2 décembre 1994 entre le régime azerbaïdjanais, alors dirigé par Heydar Aliev, le père l'actuel dirigeant Ilham Aliev, et 11 grands monopoles du secteur pétrolier, en particulier British Petroleum (BP) et Exxon.

L'accord en lui-même, signé dans la foulée de la grave défaite azerbaïdjanaise au Karabagh, où un cessez-le-feu en faveur des Arméniens insurgés, soutenus par Yerevan, est conclu en mai 1994.

Le contrat ne fait pas moins de 400 pages, il est traduit en quatre langues et il constitue pour le Bloc autour des États-Unis (outre le Royaume-Uni, on a notamment la Turquie, le Japon, la Norvège, et l'Arabie Saoudite) une énorme victoire sur le plan de l'expansion capitaliste, puisqu'il permet de mettre la main sur les énormes gisements pétroliers et gaziers de la Caspienne.

Il permet aussi de sauver et de renforcer le régime d'Aliev, en lui ouvrant une manne de longue perspective, en lui donnant au passage des moyens financiers gigantesques. Cela a aussi été l'occasion pour le Royaume-Uni de reprendre pied dans ce secteur.

À la suite de cet accord, les compagnies concernées ont massivement modernisé les infrastructures industrielles du pays liées à l'exploitation des hydrocarbures (plateformes offshore, pipelines...) entraînant aussi une modernisation des réseaux de transports locaux et notamment de la ville de Bakou, devenue la vitrine du régime.



Bakou a notamment pris un tour monumental suivant le style des grandes métropoles du capitalisme à partir des années 2010 en particulier, une fois accumulé suffisamment de moyens pour afficher une relative prospérité, permettant de développer un capitalisme bureaucratique. L'influence britannique s'y est aussi affichée par exemple par la présence de taxis de type « black cabs » typique des rues londoniennes.

La principale réalisation en termes d'infrastructure a cependant été la construction de l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan), permettant d'exporter les hydrocarbures de la Caspienne vers l'Europe sans plus passer par la Russie, et en contournant soigneusement l'Arménie. En conséquence, cela a aussi permis d'arrimer plus fermement l'Azerbaïdjan au camp pro-américain et à ses alliés, en particulier la Turquie.

Malgré sa victoire militaire au Karabagh, l'Arménie et son satellite de fait, le Karabagh arménien anciennement azerbaïdjanais, se sont donc trouvés isolés, ce qui permis à la Russie de maintenir une emprise sur l'Arménie et indirectement

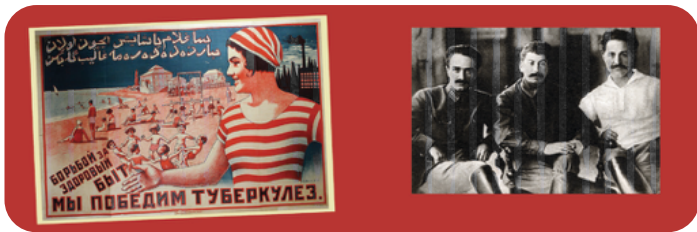
sur le Karabagh, afin de se garantir notamment un moyen de pression sur l'Azerbaïdjan et de maintenir le régime de Bakou relativement dans l'orbite de Moscou.

La question du Karabagh arménien est devenu ainsi un sujet brûlant dans les années 2000-2010, focalisant la propagande du régime de Bakou sur le thème des Arméniens avec tout le développement d'une politique d'exclusion raciste de tout ce qui pouvait se référer au passé arménien de l'Azerbaïdjan.

La langue et l'alphabet arméniens, qui avaient une place officielle au sein de la République soviétique d'Azerbaïdjan avant la chute de l'URSS en 1991, se sont vues totalement proscrites. Dans le même ordre d'idée, les monuments médiévaux ou modernes portant des inscriptions ou des marques stylistiques manifestement arméniennes ont été soit démolis soit modifiés pour nier leur caractère national arménien.

L'idée même que des Arméniens n'aient jamais peuplés l'Azerbaïdjan, autrement que pour l'occuper militairement et par imposition, a été nié, allant jusqu'à fabriquer un peuple autour des Albanais du Caucase (appelés Aghvank), notamment appuyé sur la toute petite minorité nationale des Outik, considérés comme ayant subi un quasi-« génocide » des Arméniens qui les auraient également spoliés.

Malgré une propagande belliciste et raciste ouvert et d'une ampleur proprement hallucinante, documentée factuellement et quantitativement notamment par le Conseil de l'Europe dans le cadre des enquêtes de monitoring menées par l'ECRI (Commission Européenne contre le Racisme et l'Intolérance), qui relève des discours de haine systématique à l'égard des Arméniens notamment au plus haut niveau de l'État, le régime d'Aliev a bénéficié d'une impunité de fait et d'un soutien massif de l'ensemble des pays d'Europe occidentale.



Ukrainiens s'installent durablement. La province dissidente d'Adjarie, soutenue par la Russie, est reconquise avec facilité en 2004 et dès lors, des plans sont échafaudés pour reconquérir l'Ossétie du Sud (appelée aussi Alanie), et l'Abkhazie.

Dans cette situation, la focalisation sur le Karabagh arménien n'a cessé de s'intensifier, servant de vecteur idéologique en interne à la promotion massive d'un nationalisme chauvin, tout en jouant d'ouverture sur le plan religieux en faveur des minorités chrétiennes (non arméniennes) et juives notamment, en direction des puissances occidentales (États-Unis et Union européenne).

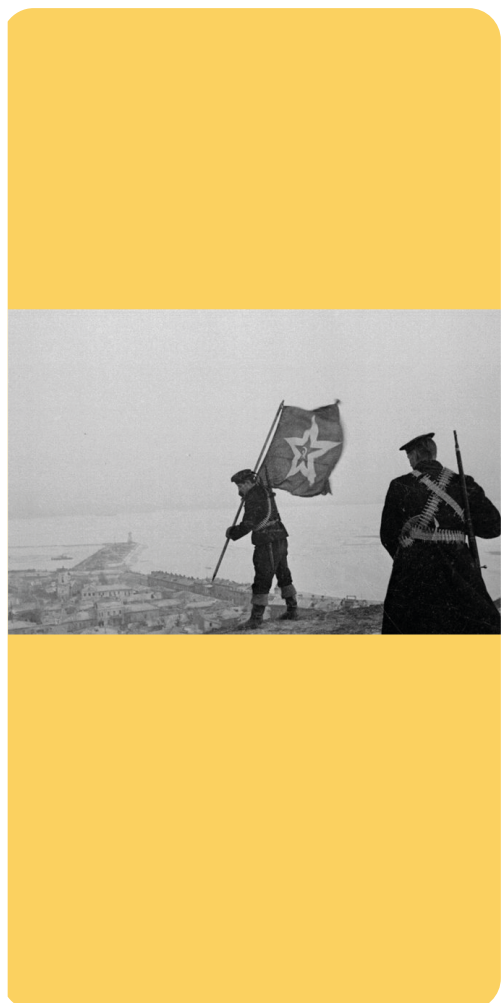
En externe, le Karabagh arménien est apparu avec la mise en place de l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) comme une potentielle menace dans le sens où celui-ci était techniquement à portée de tir d'une artillerie puissante. Pour les puissances occidentales, et en particulier pour le Royaume-Uni et la Turquie, le Karabagh arménien était un point d'appui intolérable de la Russie, en capacité, si les circonstances l'imposaient, de détruire le pipeline, et donc de faire vaciller le régime de Bakou, tout en coupant une source d'approvisionnement énergétique importante à l'économie européenne.

D'autant plus que la mise en place de l'oléoduc BTC s'est faite dans le contexte d'un assaut de la Russie sur la Géorgie, qui comme l'Azerbaïdjan s'orientait de plus en plus ouvertement en direction des États-Unis et de l'OTAN (avec d'ailleurs l'appui de l'Ukraine), et accueillait des troupes américaines depuis 2002.

L'arrivée au pouvoir en Géorgie du pro-américain Mikheil Saakachvili en 2004 lors de la « Révolution des Roses » (la vardebis revoloutsia) s'accompagne d'une militarisation toujours plus poussée : le budget de la défense est multiplié par deux et atteint presque le milliard de dollars en 2006, des conseillers militaires américains, israéliens, polonais et

Face à cet accroissement de l'influence occidentale, le régime de Vladimir Poutine et de son acolyte Dimitri Medvedev masse en réponse des troupes à la frontière de l'Ossétie et décide en avril 2018 d'établir des relations diplomatiques avec la « République d'Ossétie ».

De manière similaire avec le scénario joué en Ukraine, à cette reconnaissance succèdent des séries d'incidents frontaliers, et finalement l'assaut est donné par les forces géorgiennes en août 2008. La Russie finit par l'emporter toutefois sur le plan militaire, imposant sa présence en Ossétie et en Abkhazie, à une Géorgie satellisée par l'Occident, mais écrasée.



Entre-temps, le Royaume-Uni a renforcé son emprise sur l'Azerbaïdjan avec le soutien des États-Unis et, secondairement mais de manière significative, de l'Inde, en négociant encore un nouvel accord pétrolier en 2008 portant sur les immenses gisements offshore de la Caspienne (gisement Azeri-Chirag-Güneshli). Depuis 2021, ce sont quatre milliards de barils qui en sont extraits, en faisant le troisième plus gros gisement du monde, avec un potentiel de bénéfices estimés à plus de cent milliards de dollars d'ici 2050, dont 75% devrait revenir à l'Azerbaïdjan.

De 2008 à 2020, le régime de Bakou a donc eu les moyens et toute la latitude de s'armer avec le soutien des Occidentaux, qui ont ainsi entretenu sa focalisation meurtrière sur le Karabagh arménien et l'emprise du nationalisme et de la corruption sur une société azerbaïdjanaise de plus en plus étranglée.

Le développement de l'appareil militaro-industriel azerbaïdjanais a également constitué un point d'appui à l'expansionnisme turc, dont la présence de ce secteur a été permise par les Occidentaux, mais qui a entraîné le régime de Recep Tayyip Erdogan (au pouvoir en Turquie depuis 2003 comme Premier Ministre, puis comme Président depuis 2014) à jouer sa propre carte sur une ligne impériale néo-ottomane.

Il faut rappeler ici que l'escalade au Karabagh arménien n'a cessé depuis 2016 de s'aggraver, avec des incidents quasi-quotidiens sur les positions frontalières entre l'Arménie, le Karabagh arménien et les secteurs que ses forces armées occupaient, et l'Azerbaïdjan. L'offensive générale décidée par Bakou, sous le nom de Demir Yumruq emeliyyat, poing d'acier, a attendu la fin de manœuvres russe en mer Caspienne, à laquelle participaient aussi des observateurs iraniens, inquiets du renforcement de l'influence occidentale dans la Transcaucasie.

L'offensive du régime de Bakou a été immédiatement soutenue par le Royaume-Uni, avec un long silence de l'administration américaine, où la campagne électorale des présidentielles battait alors son plein.

Si comme nous l'avons montré, cette guerre du Karabagh a marqué l'entrée dans une nouvelle étape de la décadence du mode de production capitaliste, remettant la guerre impériale comme moyen de régler les relations internationales, sans opposition franche des puissances occidentales, voire avec leur tacite approbation, en espérant que cela impose une solution à leur avantage, elle a de fait ouvert la voie à une réaffirmation de l'impérialisme russe, lui donnant un élan, une justification idéologique et un terrain d'expansion.



Les puissances occidentales n'ont pas directement poussé au conflit contre le Karabagh arménien, mais elles pensaient que d'une manière ou d'une autre, elles en tireraient avantage, du fait de l'orientation de l'Azerbaïdjan. Cependant, l'intervention de la Turquie leur a paru dangereusement inopportune, à la fois parce qu'elle reflétait l'aventurisme toujours plus anti-occidental du régime d'Erdogan, et parce qu'elle pouvait potentiellement permettre un espace d'escalade avec la Russie, voire avec l'Iran.

Mais la conclusion du conflit a été somme toute catastrophique pour les puissances occidentales : bien que largement victorieuses, les forces azerbaïdjanaises ont été stoppées nets par l'intervention diplomatique et militaire de la Russie, qui a dans le même geste imposé sa présence militaire au Karabagh arménien, et la satellisation du régime arménien de Nikol Pashinyan, qui jusque-là tentait

prudemment de se rapprocher de l'Union européenne et de l'OTAN.

Le choc de l'agression azerbaïdjanaise soutenu ouvertement par la Turquie a été une douche froide pour toute la région, et elle a permis à la Russie, secondée par l'Iran, de développer une forte propagande anti-occidentale, essentiellement tournée contre le Royaume-Uni, tenu pour être largement à la manœuvre de tout ce nouveau « Grand Jeu », comme au XIXe siècle.

En Azerbaïdjan, les forces d'opposition au régime d'Ilham Aliev entretiennent ainsi l'idée sur les réseaux sociaux que ce dernier ne serait que le pantin de la City londonienne et de ses services secrets.

Pareillement, le président arménien Armen Sarkissian, dont le poste est surtout honorifique, a été contraint à la démission le 23 janvier 2022,.

**« Pour supprimer
l'inévitabilité
des guerres, il faut
détruire
l'impérialisme. »**



Ce dernier a été notamment accusé du fait d'être un « citoyen britannique », en raison de ce qu'il détient en effet la nationalité de ce pays, dans lequel il a été ambassadeur, de 2008 à 2018.

Le premier ministre arménien Nikol Pashinyan a été amené de ce fait dans l'orbite russe et il a envoyé des troupes aux côtés de la Russie afin d'aider le gouvernement du Kazakhstan pour écraser les émeutes du début de l'année 2022, tenues pour être là aussi manipulées, sinon orchestrées par le Royaume-Uni en particulier, et donc l'OTAN.

Nikol Pashinyan a également réaffirmé la présence de l'Arménie dans l'Organisation Économique Eurasienne, une structure permettant d'instituer la satellisation par Moscou de ses alliés.

Dans ce contexte, l'Azerbaïdjan a prudemment décidé de signer un nouveau traité de coopération militaire avec la Russie, et Ilham Aliev affiche volontiers son amitié personnelle avec le président biélorusse Alexandre Loukachenko et sa proximité avec le président russe Vladimir Poutine.

De manière dialectique, cette polarisation autour de la Russie, réalignant l'Arménie, obtenant le soutien de l'Iran, et replaçant l'Azerbaïdjan dans une position plus neutralisée, a accéléré la tendance à consolider le bloc impérialiste autour de l'OTAN et donc des États-Unis d'Amérique.

C'est donc dans ce contexte que la montée des tensions a trouvé son chemin en se focalisant sur l'Ukraine. ■



LA RECOMPOSITION DE CLASSE QUI DÉCOULE DANS LA MÉTROPOLE IMPÉRIALISTE DE LA GUERRE EN UKRAINE



Il faut souligner ce que la guerre en Ukraine implique sur le point de vue de l'internationalisme prolétarien, pour la Belgique et la France, sous la bannière du marxisme-léninisme-maoïsme. Il y a ici un changement majeur, dont la teneur est la recomposition de classe reconstruisant l'internationalisme prolétarien. Le triomphe du capitalisme pour la période 1989-2020 a démoli le patrimoine prolétarien – mais l'avant-garde communiste a préservé les fondamentaux et se réaffirmera historiquement dans la nouvelle phase où le capitalisme s'effondre et bascule dans la guerre impérialiste.

**« PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS,
NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS »**

Le grand mot d'ordre du Manifeste du Parti Communiste de Karl Marx et Friedrich Engels était « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » et, par la suite, ce fut celui de la révolution d'Octobre 1917 et de l'URSS, avec Lénine et Staline. Ce fut également la devise de l'URSS.

Cela ne veut pas dire que les soulèvements nationaux contre le colonialisme ne se soient pas vu accorder une importance capitale, bien au contraire, l'Internationale Communiste n'a jamais cessé de le souligner. Les succès en ce domaine ont amené par la suite les communistes chinois à modifier pour cette raison ce mot d'ordre, y ajoutant à la fois les nations opprimées et les peuples opprimés. Ce qui donne : « Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous ! »

Que faut-il comprendre par peuple et nation opprimés ? Par nations opprimées, il était compris les peuples étant parvenu à leur forme nationale, mais dans un cadre où ils sont opprimés par l'impérialisme, la

forme sociale de leur pays étant semi-féodale, semi-coloniale. Par peuple opprimé, il faut comprendre les peuples qui sont victimes d'un colonialisme en tant que tel et ne sont pas parvenus à une affirmation nationale en tant que telle, comme les Palestiniens ou les Sud-Africains.

Les nations opprimées et les peuples opprimés formaient dans les années 1960, comme l'expliquaient les communistes chinois, une nouvelle « zone de tempête » ; c'était là que se situait le centre de gravité de la révolution mondiale. Dans sa fameuse « lettre en 25 points » critiquant le Parti Communiste d'Union Soviétique, le Parti Communiste de Chine a noté en 1963 souligne que :

« C'est dans les vastes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que convergent les différentes contradictions du monde contemporain, que la domination impérialiste est la plus faible, et elles constituent aujourd'hui la principale zone des tempêtes de la révolution mondiale qui assène des coups directs à l'impérialisme (...).

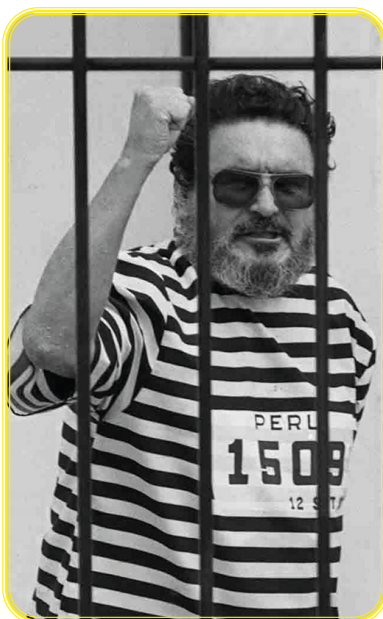
Actuellement, dans les rangs du mouvement communiste international, certains vont jusqu'à mépriser la lutte libératrice des nations opprimées et à adopter une attitude passive et négative envers elle ; en fait, ils ne font que défendre les intérêts du capital monopoliste, trahir les intérêts du prolétariat et, ce faisant, ils dégénèrent et deviennent des social-démocrates.

L'attitude envers la lutte révolutionnaire des peuples des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine est un important critère qui permet de distinguer ceux qui veulent faire la révolution de ceux qui ne le veulent pas, ceux qui défendent véritablement la paix mondiale de ceux qui encouragent les forces d'agression et de guerre. »

Cette question de la reconnaissance de l'importance des pays du tiers-monde est alors centrale, car elle permet de saisir la nature de la situation mondiale. De fait, les communistes des pays capitalistes occidentaux ont été totalement corrompus en ne saisissant pas cela. Ils imaginaient que leurs pays s'appauvrissaient, en tout cas les larges masses, alors que le capitalisme était en expansion, notamment en profitant de l'organisation du tiers-monde selon les intérêts du capitalisme occidental (et également du social-impérialisme soviétique).

Les statuts du Parti Communiste de Chine, en 1969, voient le premier chapitre, consistant en le programme général, se conclure par les lignes suivantes :

« Fermement attaché à l'internationalisme prolétarien, le Parti communiste chinois s'unit résolument avec les partis et groupements marxistes-léninistes authentiques, avec le prolétariat, et avec les peuples et les nations opprimés du monde entier dans la lutte en commun pour abattre l'impérialisme ayant à sa tête les États-Unis, le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques, ainsi que toute la réaction, et parvenir à l'abolition sur le globe du système d'exploitation de l'homme par l'homme, qui apportera l'émancipation à toute l'humanité.



Les membres du Parti communiste chinois, qui ont fait serment de consacrer leur vie à la cause du communisme, doivent s'armer de résolution, ne reculer devant aucun sacrifice et surmonter les difficultés pour remporter la victoire ! »

LE TIERS-MONDE EST LE BUTIN DE LA GUERRE DE REPARTAGE DU MONDE

Tenant un discours dans une cage de fer et en tenue de bagnard à la suite de son arrestation en 1992, le dirigeant du Parti Communiste du Pérou Gonzalo a rappelé la nature de son pays tout en appelant à persévérer sur la voie de la guerre populaire :

« Aujourd'hui il n'y a qu'une réalité, ce sont les mêmes rivaux de la première et de la deuxième guerre mondiale qui génèrent et préparent la troisième et nouvelle guerre mondiale.

Il faut le savoir et nous, fils d'un pays opprimé, nous faisons partie du butin. Nous ne pouvons pas l'accepter ! Assez d'exploitation impérialiste ! Il faut en finir avec eux ! »

Cette question du butin des impérialistes est essentielle, oublier cette question, c'est basculer dans le social-impérialisme, si puissant en Belgique et en France, avec des pseudos-contestations et des pseudos-révolutionnaires, qui en fait vivent bien au chaud dans les métropoles impérialistes, ne se mettant pas à la hauteur des contradictions mondiales.

Il y a ici lieu de rompre de fond en comble avec toutes les formes de narratifs de la pensée bourgeoise, impliquant de nuancer les formes de capitalisme, que ce soit sous le masque d'un discours disant qu'il existerait des formes « émergentes » ou en « transition » ou celui qui prétend avec un romantisme stérile qu'il existerait des pays portant des « alternatives » ou des « résistances » à l'ordre capitaliste mondialisé.

Dans le cadre du mode de production du capitalisme de notre époque, il faut voir que le capitalisme est désormais partout, avec des nuances, des contrastes et des différenciations, et donc avec des contradictions devenues générales et mondiales.

LES CONTRADICTIONS MONDIALES

Les communistes luttent dans chaque pays selon les intérêts de la révolution mondiale ; ils ne perdent jamais de vue cette réalité stratégique, sans quoi ils perdraient leur substance même. Eviter la corruption bourgeoise implique de se mettre à la hauteur des enjeux.

De manière juste, le Parti Communiste du Pérou présentait justement comme suit les contradictions historiques, dans sa Ligne générale, en 1988 :

« 1) La contradiction entre les nations opprimées d'une part et les superpuissances impérialistes et puissances impérialistes de l'autre ; c'est ce que renferme la thèse des trois mondes se dessinent ; cette contradiction se dessine - et nous la formulons ainsi -, car l'essence de cette contradiction est avec les superpuissances impérialistes, mais il y a aussi contradiction avec les puissances impérialistes. C'est la contradiction principale ; le développement et le triomphe des révolutions de démocratie nouvelle représentent sa solution.
2) Les contradictions prolétariat-bourgeoisie, et la solution : la révolution socialiste et, en perspective, la révolution culturelle prolétarienne.
3) La contradiction inter-impérialiste : entre les superpuissances ; entre superpuissances et puissances impérialistes et puissances impérialistes entre elles, ce qui mène à la guerre pour l'hégémonie mondiale et aux guerres impérialistes de rapine ; le prolétariat doit leur opposer la guerre populaire et, en perspective, la guerre populaire mondiale. »

Ne pas voir la contradiction entre les nations opprimées d'une part et les superpuissances impérialistes et puissances impérialistes de l'autre, ne pas en saisir l'importance, c'est être corrompu par son propre impérialisme, c'est basculer dans le camp « social » des métropoles impérialistes.

Cela souligne d'autant plus l'importance des orientations communistes dans un tel cadre, alors qu'une invasion impérialiste de grande ampleur a lieu, modifiant le cadre général.

La base fondamentale du travail qui doit être la base de toute réflexion de toute avant-garde, de toute théorie nourrissant la pratique et se nourrissant d'elle doit donc être celle articulant la « thèse des trois mondes » avec la « perspective de la guerre populaire mondiale », elle-même orientée à tout moment et constamment, et donc à



chaque étape (au sens matérialiste dialectique) qu'il faudra déterminée, sur les exigences de la révolution culturelle prolétarienne propre à l'étape en cours.

C'est là historiquement poser le premier jalon de la reconstruction de la conscience de classe en Belgique et France, sur la base de la plateforme éditée, affirmée et arborée depuis maintenant des années par l'avant-garde révolutionnaire sous la bannière du marxisme-léninisme-maoïsme, qui a défendue authentiquement l'héritage révolutionnaire et le prolonge historiquement.

L'ASSÈCHEMENT HISTORIQUE DU PATRIMOINE

La guerre en Ukraine est, dans le cadre des contradictions mondiales, un jalon posé dans la reconstruction de la conscience de classe, de la recomposition du tissu prolétarien. La paralysie actuelle des masses est un reflet de son ankylosement dans la société de consommation. Les masses ont perdu de vue la question de la guerre impérialiste comme découlant nécessairement du capitalisme, de par l'expansion capitaliste de la période 1979-2020, avec la désagrégation du bloc du social-impérialisme soviétique et l'intégration de la Chine comme usine du monde.

Cependant, une incompréhension de la guerre impérialiste n'a pas été la règle auparavant. Une des grandes conséquences de la première crise générale du capitalisme a été de solidifier ce positionnement pacifiste et internationaliste dans une grande partie des peuples du monde. Ce positionnement n'a pas été acquis simplement par des positions théoriques, mais bien par une intervention pratique dans l'histoire des Partis Communistes dans le cadre de l'Internationale Communiste, puis par les mouvements anti-révisionnistes des années 1960-1970 rejoignant la bannière du maoïsme.

On ne peut d'ailleurs pas comprendre les oppositions organisées à la guerre en Yougoslavie (1993), puis en Afghanistan (2001) et en Irak (2003) en Belgique et en France sans voir qu'elles sont justement l'expression d'une fin de parcours historique du mouvement ouvrier de l'époque de la première crise générale.

La dictature du prolétariat n'est pas la fin de la lutte de classe ; elle en est la continuation sous de nouvelles formes.

La dictature du prolétariat est la lutte de classe du prolétariat victorieux qui a arraché le pouvoir politique à la bourgeoisie vaincue, mais non anéantie, non disparue et ne cessant de résister et d'accroître sa résistance.

Lénine



Dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est-à-dire à une lutte armée entre deux parties de la population. En de telles périodes, le marxiste a l'obligation de se placer au point de vue de la guerre civile.

Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme. A une époque de guerre civile, l'idéal du parti du prolétariat est un parti combattant. C'est absolument incontestable.

Lénine

La base de ces contestations a été la formation de collectifs anti-guerre par des mouvements pacifistes-alternatifs le plus souvent issus ou connectés aux organisations de gauche ayant relevé d'une manière ou d'une autre au mouvement ouvrier.

Il est ici encore difficile d'en avoir une photographie précise, mais les années 2010 ont justement été la décennie du grand lessivage politique, idéologique et culturel de la gauche produit de la première crise générale. L'expansion capitaliste a effacé tout un parcours politique historique.

A ce titre, la déclaration « Les années 2010, dernière étape de la période-parenthèse ouverte en 1989 », publiée en janvier 2020 par le PCF (mlm) juste avant l'émergence de la pandémie et avant son impact immense historiquement, revêt un caractère tout à fait concret :

« La différence est ici fondamentale avec les années 1980, période d'instabilité générale avec l'affrontement des superpuissances américaine et social-impérialiste soviétique en toile de fond.

À l'époque, il existait des poches antagoniques, tels les squats, une mouvance contestataire restreinte mais engagée de manière commune, au-delà des différences, dans l'exigence de la rupture.

La chose a été rendue impossible dans la période 1989-2019, tout ayant été asséché. »

Ce qu'on parvient à saisir à partir de la période 2020-2022, c'est que cet assèchement a été un processus sinueux aboutissant à la liquidation dans les masses de pratiquement toutes les positions acquises entre 1917 et 1989.

Mais, dialectiquement, plus les masses ont perdu leurs repères politiques et culturels issus de l'expérience de la première crise générale, plus la sauvegarde et le déploiement de la pensée révolutionnaire a été favorisé par ce qui allait aboutir au Centre MLM de Belgique et le PCF (mlm).

Ainsi, toute personne qui saisit la question de

l'affrontement révolutionnaire ne peut que se mettre en relation avec l'avant-garde communiste en Belgique et en France, afin d'être soi-même un contributeur subjectif au processus en cours. Il n'y a pas d'autres alternatives, si ce n'est de tomber dans une forme de réformisme ou de capitulation.

LA CONSCIENCE ET LA RUPTURE

L'enjeu ouvert par la seconde crise générale du capitalisme, c'est bien qu'il n'y aura pas de « prise de conscience » symbolique ou uniquement politiquement partisane, à l'instar de ce qui fut et a été historiquement réalisé lors de la première crise générale, mais un processus de rupture.

Non pas que le niveau de conscience n'est pas essentiel, bien au contraire, mais il ne peut pas y avoir d'élévation du niveau de conscience sans une capacité de rupture pratique avec le système dans son ensemble.

Action Directe note à ce sujet en 1984 dans son document Guerre et restructuration :

« Dans le mouvement que le capital impulse et dans ce que détermine le militarisme, il ne s'agit plus seulement de la simple reproduction du capital par celle de la force de travail (société de consommation, chute des taux de profits par la stabilisation des forces et le développement antagoniste de leurs qualités), mais de la reproduction productive du capital par la consommation directe, l'attachement des forces productives à une nouvelle notion de quantité et de sécurité fondée sur la violence et la terreur quotidienne que le capital développe pour sa survie existentielle, par la guerre dans le tiers monde et la menace de nucléarisation des conflits économico-stratégiques.

"La tendance à la guerre vit dans chaque aspect des rapports sociaux capitalistes jusqu'à arriver sous une forme contradictoire dans la conscience même des prolétaires" (BR, Colonne Walter Alasia).

"Le nouveau consensus ainsi recherché, tout en déplaçant la production hors de l'usine pour neutraliser les antagonismes de classes qui y étaient une dimension centrale, centralise alors la société comme unité et cause de production du militarisme ; Décomposition et différenciation n'opèrent pas seulement au niveau matériel, mais au contraire ont un objectif beaucoup plus ambitieux : transformer l'ouvrier en "homme du capital", pur appendice, sans vie et sans histoire, de la machine.

Et cela n'est possible qu'en anéantissant la mémoire historique collective de la classe ouvrière" (BR, Colonne Walter Alasia).

Aujourd'hui l'OTAN est la forme particulière que prend l'impérialisme pour généraliser au travers de son mode de production, son hégémonie. »

On parle ici d'un long commencement de l'installation du capitalisme développé, devant se terminer dans les années 2020. Car la question de la guerre impérialiste réouverte par la seconde crise générale repose directement cette question de l'affrontement révolutionnaire dans la conscience populaire.

La paralysie des masses populaires est en fait liée à cet aspect, car la classe ouvrière porte en elle l'antagonisme avec la bourgeoisie et le retour des antagonismes impérialistes lui rappelle, c'est qu'elle sait déjà au moins instinctivement, dans une forme torturée : rien n'est possible sans lier le fusil à la démocratie, sans protéger la démocratie par une armée populaire.

Avec la guerre en Ukraine, et plus généralement la seconde crise générale ouverte par la pandémie de Covid-19, c'est toute la sédimentation spirituelle liée à la corruption capitaliste résultant de la période 1989-2019 qui est en train de s'effriter.

A ce titre, on remarquera que tous les courants qui nient l'héritage des années 1970-1980 sont condamnés à moyen-court terme à la mort.

Qu'ils soient réformistes, populistes, révisionnistes ou post-révisionnistes, tous les courants contestataires à prétention sociale ou utopique ont failli de par leur acceptation d'un capitalisme stabilisé.

Or, on ne peut pas affronter la machinerie capitaliste développée sans avoir recours aux concepts pratiques de rupture subjective, d'aliénation, de métropole impérialiste, de guerre impérialiste.

Ce qui se pose pour l'affrontement révolutionnaire tel qu'il se dessine pour les décennies à l'horizon 2050, c'est la capacité culturelle et idéologique à assumer une rupture autonome au cœur dans la machinerie impérialiste telle qu'elle s'élançait à nouveau vers la guerre.

LE CAPITALISME EST DÉSORMAIS FACE À LUI-MÊME ET HISTORIQUEMENT CONDAMNÉ

La caractéristique de notre époque est que le capitalisme se fait désormais face à lui-même, la Crise ouverte avec la pandémie de COVID-19 a confirmé être une crise générale du mode de production capitaliste, désormais mondialisé et généralisée, de manière forcément contrastée et différenciée.

Le capitalisme s'est imposé de fait partout, et il se brise sur ses propres contradictions.

Et le face à face entre la Russie capitaliste, dans une version bureaucratique et impérialiste, et l'OTAN, représentant les pays d'une version libérale et impérialistes du capitalisme, prenant en étau l'Ukraine, ouvre nécessairement un chemin à l'expression du réel antagonisme au mode de production capitaliste dans son ensemble, c'est-à-dire à la rupture révolutionnaire, tenant compte des contrastes et des différences de situation et portant partout face au capitalisme mondialisé et à l'esprit de la bourgeoisie qui le porte, une lutte des classes offensive, allant à la guerre populaire et affirmant ainsi toujours plus la culture prolétarienne annonçant une nouvelle Humanité, dépassant les contradictions et les impasses du capitalisme, et réconciliant l'Humanité avec elle-même et avec la Biosphère.

Telle est la gigantesque tâche qui attend les révolutionnaires de notre époque, alors que s'ouvre enfin la voie lumineuse de la rupture et de la culture, restaurant l'inévitable et enthousiasmante perspective de changer la vie, en renversant le monde décadent, épuisé et aliénant, dans lequel s'était enfermée l'Humanité depuis tant de décennies. ■



Le léninisme, c'est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, ou, plus exactement, c'est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier.

Staline



LA QUESTION DE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE DANS LES PAYS SEMI-COLONIAUX SEMI-FÉODAUX

La question de la révolution démocratique est d'une grande importance pour les communistes en France. Non pas parce que cette révolution serait à l'ordre du jour – la révolution française a en effet été le modèle du genre à l'époque où la bourgeoisie jouait un rôle révolutionnaire dans l'histoire de la lutte des classes. Mais parce que la révolution démocratique est une question actuelle pour l'écrasante majorité des masses mondiales, qui vivent une oppression caractérisée par la domination des pays impérialistes, en alliance avec les forces féodales ou néo-féodales locales.

La question de la révolution démocratique a été d'une grande importance pour le mouvement communiste dès Lénine ; pourtant, dans les pays capitalistes devenus impérialistes, dont la France fait partie, les communistes ne se sont intéressés à cette question qu'à la suite de la défaite de l'Allemagne nazie, pour comprendre le poids de la culture féodale prussienne dans la culture nationale allemande.

Pareillement, dans les années 1960-1970, l'extrême-gauche des pays impérialistes qui a défendu Mao Zedong et pratiqué l'internationalisme prolétarien n'a jamais compris le principe de « pays semi-coloniaux semi-féodaux » mis en avant par les communistes de Chine, pourtant essentielle pour la lutte dans les pays

de la « zone des tempêtes » (Afrique, Asie, Amérique latine).

Cela a joué un grand rôle dans son effondrement, l'évolution du monde étant alors incomprise, alors que dans le même temps se fondaient, dans la zone des tempêtes justement, des partis marxistes-léninistes-maoïstes sur la base de cette compréhension de la question de la révolution démocratique dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux.

Le présent document résume par conséquent la ligne marxiste-léniniste-maoïste concernant ce point essentiel de l'idéologie communiste.



Karl Marx et Friedrich Engels ont posé les principes du matérialisme historique et dialectique. Ils ont grandement étudié l'histoire des différents pays, et notamment ceux des pays capitalistes, cherchant à comprendre comment le capitalisme s'est développé et a finalement triomphé à leur époque.

Partant du principe comme quoi « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes » (Manifeste du Parti Communiste), ils ont alors défini les grandes étapes de l'évolution des sociétés humaines : communisme primitif, esclavagisme, féodalisme, capitalisme, socialisme, communisme.

Karl Marx et Friedrich Engels ont constaté que la bourgeoisie, lorsqu'elle était opprimée par la féodalité, a lutté pour ébranler la domination de l'aristocratie et finalement lui arracher le pouvoir.

La bourgeoisie a ainsi joué un rôle révolutionnaire en abolissant les relations féodales, et en levant le drapeau de la démocratie contre le despotisme féodal.

Karl Marx et Friedrich Engels ont toujours considéré que la bourgeoisie avait joué un rôle éminemment révolutionnaire dans sa lutte contre l'aristocratie, et ont toujours combattu les vellétés de cette dernière à reprendre le pouvoir, notamment sous le drapeau pseudo révolutionnaire du « socialisme féodal ».

Karl Marx et Friedrich Engels ont toujours considéré que la démocratie était une forme politique révolutionnaire, correspondant au besoin de la classe ouvrière et des masses populaires.

Voilà pourquoi Karl Marx et Friedrich Engels ont affirmé que la révolution, cette fois dirigée par la classe ouvrière, amènerait un « pouvoir nouveau, vraiment démocratique. » (Friedrich Engels, Introduction à la guerre civile en France) ; et ils ont présenté la Commune de Paris comme modèle de la dictature du

prolétariat.

Ce pouvoir de la dictature du prolétariat est démocratique pour les classes opprimées, mais pas pour les classes dominantes qui sont en train d'être renversées ; il correspond au principe de la lutte des classes, selon lequel :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »

Karl Marx, Critique du programme de Gotha)

Dans toutes leurs analyses et points de vue politiques, Karl Marx et Friedrich Engels ont par conséquent mis en avant la victoire des forces historiquement progressistes sur les forces réactionnaires, et donc le triomphe des forces démocratiques sur le despotisme.

LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE SELON LÉNINE AVANT 1917

A la suite des thèses du Manifeste du Parti Communiste, la question de la révolution démocratique est alors principalement née sur le plan pratique avec Lénine. En effet, selon les enseignements de Karl Marx et Friedrich Engels, le socialisme naît du capitalisme, mais le capitalisme naît lui-même du féodalisme qui lui-même naît de l'esclavagisme.

Par conséquent, la Russie de l'époque de Lénine étant un pays marqué par le féodalisme, tant sur le plan politique (l'autocratie) qu'en très grande partie sur le plan économique (avec la prédominance du semi-servage), la révolution à l'ordre du jour était la révolution démocratique.

La Russie tsariste était un pays particulièrement déséquilibré. En raison de sa dimension et sa domination sur nombre de pays asiatiques, l'aristocratie russe avait pu considérablement s'enrichir, jusqu'à jouer un rôle dans le jeu impérialiste. Mais sa base économique était féodale, l'écrasante majorité de la population vivait dans des conditions moyen-âgeuses, et pour cette raison même l'aristocratie russe devait consentir à une forte pénétration impérialiste en Russie même, notamment de la part de la bourgeoisie française.

Vues les conditions prévalant en Russie, Lénine a par conséquent expliqué que les communistes devaient assumer les tâches de la révolution démocratique. La bourgeoisie russe était trop faible pour assumer les tâches démocratiques bourgeoises, il fallait en tirer la conséquence :

« Reste le « peuple », c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie : seul le prolétariat est capable d'aller avec fermeté jusqu'au bout, car il va bien au delà de la révolution démocratique. »

Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique

Ainsi, contrairement à ce qui s'est passé en France et en Angleterre, c'est le prolétariat qui devrait assumer les tâches que la bourgeoisie, pour des raisons historiques (le grand retard de son développement), ne peut pas assumer.

La révolution démocratique permettrait ainsi en Russie de paver « la voie d'un développement large et rapide, européen et non asiatique, du capitalisme en Russie » (Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique), amenant ainsi, par la suite, le développement de la classe ouvrière et du socialisme.

Mais si le prolétariat avait tout intérêt à la révolution démocratique et en était le partisan le plus acharné, il ne pouvait pas mener cette lutte seule, c'est-à-dire qu'il ne pouvait pas faire la révolution à la place de la grande majorité du peuple, qui était paysan (et avait donc des intérêts matériels à la révolution démocratique).

Lénine a ainsi souligné non seulement l'importance de la paysannerie, mais également le fait que celle-ci était, dans cette situation russe, une alliée du prolétariat, donnant pour cela deux raisons essentielles :

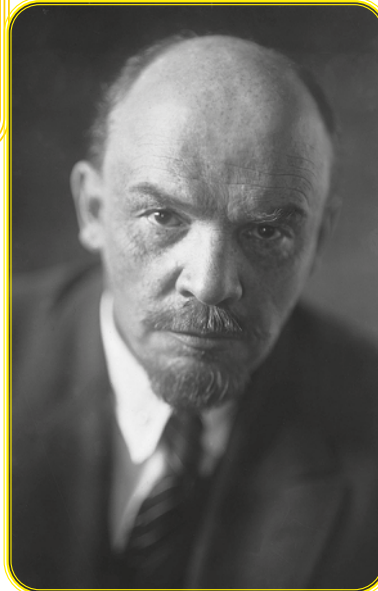
« la paysannerie est moins intéressée à la conservation absolue de la propriété privée qu'à la confiscation des terres seigneuriales, une des formes principales de cette propriété. Sans devenir pour cela socialiste, sans cesser d'être petite bourgeoisie, la paysannerie est capable de devenir un partisan décidé, et des plus radicaux, de la révolution démocratique. »

Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique

la paysannerie représente la grande majorité du peuple et que par conséquent, la paysannerie n'a pas peur de la démocratie, qui est une forme politique conforme à ses intérêts de majorité.

La paysannerie est par conséquent l'allié le plus sûr du prolétariat, à l'opposé de la bourgeoisie qui elle a déjà peur de la révolution socialiste et refuse donc tout désordre. La bourgeoisie préférerait que la féodalité soit abolie, mais elle ne

veut pas se risquer à lancer des mobilisations de masse, elle entend réduire au minimum la participation des masses, elle espère conserver le maximum de préjugés de passés, et surtout elle considère que le maître-mot est celui de réforme, pas de révolution. La conséquence en Russie est très claire selon Lénine:



« Voilà pourquoi la bourgeoisie, comme classe, se réfugie naturellement et inmanquablement sous l'aile du parti monarchiste libéral, tandis que la paysannerie, comme masse, se met sous la direction du parti révolutionnaire et républicain. Voilà pourquoi la bourgeoisie est incapable de mener la révolution démocratique jusqu'au bout, alors que la paysannerie en est capable. Et nous devons l'y aider de toutes nos forces. »

Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique

Lénine définit ainsi les principes de la révolution démocratique, première étape permettant le passage par la suite à la révolution socialiste:

« Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat doit faire la révolution socialiste en s'adjoignant la masse des éléments semi prolétariens de la population, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. »

Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique

LÉNINE ET LA TACTIQUE DE L'APPUI AU MOUVEMENT DE LIBÉRATION DÉMOCRATIQUE BOURGEOIS

Lorsque le tsarisme s'effondre en février 1917 sous les coups du butoir du peuple, le gouvernement provisoire qui se met en place est porté par la bourgeoisie. Par conséquent, il continue la participation à la guerre mondiale impérialiste, en raison des liaisons de la bourgeoisie russe avec les capitalistes français et anglais. Il ne peut non plus satisfaire les exigences des masses paysannes, car cela serait heurter aux grands propriétaires fonciers, qui représentent la fraction des capitalistes dans les campagnes.

Lénine n'était alors pas en Russie, mais dans ses Lettres de loin il appelait au passage à la révolution socialiste, considérée comme une seconde étape: « Ouvriers! Vous avez accompli des prodiges d'héroïsme prolétarien et populaire dans la guerre civile contre le tsarisme. Vous devez accomplir des prodiges d'organisation prolétarienne et populaire pour préparer votre victoire dans la seconde étape de la révolution. ». Lénine rentre en Russie en avril 1917 et met en avant ce qu'on appellera les « Thèses

d'avril », qui affirment que, désormais, il en va de la révolution socialiste, non pas dans un futur plus ou moins lointain, mais maintenant, et qu'il faut que les bolchéviks assument cette tâche politique. Lénine met en avant la forme soviétique, du terme soviétique signifiant conseil en Russie. « Tout le pouvoir aux soviets » est le mot d'ordre révolutionnaire de l'époque.

On arrive à la conception léniniste de la révolution ininterrompue, présupposant deux moments : le premier consiste en la résolution des tâches démocratiques, le second consistant en les tâches socialistes. Lénine affirme que les communistes doivent appuyer les mouvements démocratiques bourgeois, sans pour autant leur attribuer la valeur de communiste, il affirme que les communistes doivent rejeter les mouvements tel le panislamisme, celui-ci n'étant par exemple que l'expression des grands propriétaires fonciers locaux et pas l'expression d'une lutte démocratique, même au sens bourgeois.

Lénine explique en 1920, dans sa « première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale (pour le deuxième congrès de l'Internationale Communiste :

« Quant aux États et nations plus arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal-paysan, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit :

- 1° La nécessité pour tous les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays et, au premier chef, l'obligation d'apporter l'aide la plus active incombe aux ouvriers du pays dont la nation arriérée dépend sous le rapport colonial et financier ;
- 2° La nécessité de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux qui ont de l'influence dans les pays arriérés ;
- 3° La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc. ;
- 4° La nécessité de soutenir spécialement le mouvement paysan des pays arriérés contre les hobereaux, contre la grosse propriété foncière, contre toutes les manifestations ou survivances du féodalisme, et de s'attacher à conférer au mouvement paysan le caractère le plus révolutionnaire en réalisant l'union la plus étroite possible du prolétariat communiste d'Europe occidentale avec le mouvement révolutionnaire paysan des pays d'Orient, des colonies et en général des pays arriérés ; il est indispensable, en particulier, de faire tous ses efforts pour appliquer les principes essentiels du régime des Soviets aux pays où dominant des rapports précapitalistes, par la création de «Soviets de travailleurs», etc. ;
- 5° La nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés (...);
- 6° La nécessité d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux larges masses laborieuses de tous les pays, et plus particulièrement des pays arriérés, la duperie pratiquée systématiquement par les puissances impérialistes qui, sous le couvert de la création d'États politiquement indépendants, créent en fait des États entièrement sous leur dépendance dans les domaines économique, financier et militaire (...). »

Par la suite, le terme de mouvement « démocratique bourgeois » sera remplacé par celui de mouvement « national-révolutionnaire », en raison du fait que la bourgeoisie nationale peut parfois préférer la subordination à l'impérialisme à la révolution démocratique, par peur du communisme.

« Le sens de cette substitution est que, en tant que communistes, nous ne devons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposeront pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités. »

Telle est la tactique léniniste, qui sera appliquée dans l'Internationale Communiste.

LA RÉVOLUTION ININTERROMPUE MISE EN AVANT PAR L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

A la suite de Lénine, l'Internationale Communiste, fondée en Union Soviétique, a résumé dans son programme, datant de 1928, les principes généraux de la thèse léniniste sur la révolution démocratique. On peut y lire:

« La révolution prolétarienne internationale résulte de procès divers et non simultanés: révolutions prolétariennes proprement dites; révolutions du type démocratique-bourgeois se transformant en révolutions prolétariennes; guerres d'émancipation nationale, révolutions coloniales. Ce n'est qu'en fin de compte que le procès révolutionnaire aboutit à la dictature mondiale du prolétariat. »

L'Internationale Communiste a compris que la révolution mondiale ne se déroulera pas d'un seul coup, et distingue dans son programme trois sortes de pays: les pays capitalistes, les pays capitalistes où le développement du capitalisme est relativement faible et où la féodalité conserve une certaine base, et enfin les pays coloniaux et semi-coloniaux. Concernant les pays de la seconde catégorie, le programme affirme:



« Dans certains de ces pays, une transformation plus ou moins rapide de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste est possible; dans d'autres, sont possibles divers types de révolutions prolétariennes ayant, cependant, à accomplir des tâches de caractère bourgeois-démocratique d'une grande ampleur.

Ici, la dictature du prolétariat peut donc ne pas s'établir d'emblée; elle s'institue au cours de la transformation de la dictature démocratique du prolétariat et des paysans en dictature socialiste du prolétariat; quand la révolution revêt immédiatement un caractère prolétarien, elle suppose la direction, par le prolétariat, d'un large mouvement paysan-agraire; la révolution agraire y joue, en général, un très grand rôle, parfois décisif;

au cours de l'expropriation de la grande propriété foncière, une grande partie des terres confisquées est mise à la disposition des paysans; les rapports économiques du marché conservent une grande importance au lendemain de la victoire du prolétariat; amener les paysans à la coopération puis les grouper dans des associations de production est une des tâches les plus importantes de l'édification socialiste. L'allure de cette édification est relativement lente. »

Le point de vue concernant les pays de la troisième catégorie, c'est-à-dire les pays coloniaux et semi-coloniaux, notamment la Chine et l'Inde, est le suivant:

« La lutte contre le féodalisme et contre les formes précapitalistes de l'exploitation et la révolution agraire poursuivie avec esprit de suite, d'une part; la lutte contre l'impérialisme étranger, pour l'indépendance nationale, d'autre part, ont ici une importance primordiale.

Le passage à la dictature du prolétariat n'est possible dans ces pays, en règle générale, que par une série d'étapes préparatoires, par toute une période de transformations de la révolution bourgeoise-démocratique en révolution socialiste; le succès de l'édification socialiste y est, dans la plupart des cas, conditionné par l'appui direct des pays de dictature prolétarienne. »

Puis, le programme parle également des pays où le capitalisme n'est pas du tout développé, où les populations en sont encore au stade tribal, et met en avant dans ces pays le « soulèvement national ». Comme on le voit donc, pour l'Internationale Communiste, à la suite de Lénine, dans les pays marqués par le féodalisme les communistes doivent se poser comme les partisans les plus absolus de la révolution démocratique.

Le moteur de la révolution démocratique reste la bourgeoisie, mais le prolétariat pousse la bourgeoisie à assumer son rôle dans cette révolution, et le cas échéant assume de jouer le rôle dirigeant de la révolution démocratique bourgeoise.

LA QUESTION CHINOISE: RÉVOLUTION ININTERROMPUE OU RÉVOLUTION PERMANENTE?

Après l'échec des partisans chinois de l'insurrection urbaine, c'est Mao Zedong qui devient le dirigeant du Parti Communiste de Chine. Mao Zedong suit la ligne de l'Internationale Communiste et considère que la Chine doit vaincre l'impérialisme ainsi que le caractère semi-féodal du pays.

Il effectue alors une « Analyse des classes de la société chinoise », où il explique :

« Tous les seigneurs de la guerre, les bureaucrates, les compradores et les gros propriétaires fonciers qui sont de mèche avec les impérialistes, de même que cette fraction réactionnaire des intellectuels qui en dépend, sont nos ennemis.

Le prolétariat industriel est la force dirigeante de notre révolution.

Nos plus proches amis sont l'ensemble du semi-prolétariat et de la petite-bourgeoisie.

De la moyenne bourgeoisie toujours oscillante, l'aile droite peut être notre ennemie et l'aile gauche notre amie; mais nous devons constamment prendre garde que cette dernière ne vienne désorganiser notre front. »

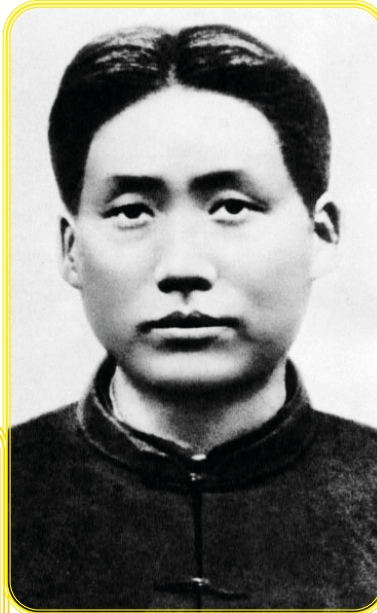
C'est-à-dire qu'à l'opposé de Trotsky, Mao Zedong met en avant la révolution agraire, et considère que la bourgeoisie nationale, dans le cadre concret de la Chine semi-féodale semi-coloniale, peut avoir un rôle positif.

Mao Zedong ne considérait donc pas la Chine comme capitaliste. Les campagnes étaient dominées par les grands propriétaires fonciers, et les capitalistes chinois avaient un caractère comprador (le terme de « comprador » vient du portugais, et désigne le gérant chinois ou le premier commis chinois dans une entreprise commerciale appartenant à des étrangers).

La bourgeoisie dominant le pays est donc bureaucratique, et sert les intérêts de l'impérialisme, en étant allié aux grands propriétaires fonciers; tels

sont les aspects essentiels du caractère semi-colonial semi-féodal du pays.

Cette thèse est conforme aux principes de l'Internationale Communiste; dans « La révolution chinoise et le Parti Communiste de Chine », Mao Zedong cite d'ailleurs le document de l'Internationale Communiste « Du mouvement révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux », qui explique



que l'impérialisme « s'associe avant tout aux couches sociales dominantes du régime social précédent – aux féodaux et à la bourgeoisie commerçante et usurière –, contre la majorité du peuple.

L'impérialisme s'efforce partout de maintenir et de perpétuer toutes les formes précapitalistes d'exploitation (surtout à la campagne) qui sont la

base même de l'existence de ses alliés réactionnaires. »

Mao Zedong reprend alors le principe de la révolution ininterrompue, et contre les « formes politiques, économique et culturelle dominantes », il s'agit de mener la révolution démocratique avant la révolution socialiste :

Dans le cours de son histoire, la révolution chinoise doit passer par deux phases; la première, c'est la révolution démocratique, la seconde, la révolution socialiste; ce sont deux processus révolutionnaires de caractère différent.

Ce que nous appelons ici démocratie n'appartient plus à l'ancienne catégorie, n'est plus l'ancienne démocratie, mais relève de la nouvelle catégorie : c'est la démocratie nouvelle. » (La démocratie nouvelle)

Mao Zedong affirme qu'en fait, « La première guerre mondiale impérialiste et la première révolution socialiste victorieuse, la Révolution d'Octobre, ont changé tout le cours de l'histoire universelle, dont elles ont inauguré une ère nouvelle.

Dans sa première étape ou première phase, la révolution dans une colonie ou une semi-colonie reste essentiellement, par son caractère social, une révolution démocratique bourgeoise, et ses revendications tendent objectivement à frayer la voie au développement du capitalisme; néanmoins, elle n'est déjà plus une révolution de type ancien, dirigée par la bourgeoisie et se proposant d'établir une société capitaliste et un Etat de dictature bourgeoise, mais une révolution de type nouveau, dirigée par le prolétariat et se proposant d'établir, à cette première étape, une société de démocratie nouvelle et un Etat de dictature conjointe de toutes les classes révolutionnaires.

» (La démocratie nouvelle)

Ainsi, dans les conditions objectives, la bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux est trop faible pour mener la révolution démocratique, et c'est donc la classe ouvrière qui assume la direction de celle-ci, et de par le caractère anti-impérialiste de cette révolution, celle-ci devient une composante de la révolution socialiste mondiale.

Mao Zedong affirme que ce type de révolution a un caractère universel dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, pays où ces révolutions « auront nécessairement chacune leurs caractéristiques propres, mais ce seront de petites différences dans une grande ressemblance. »

Le moteur de la révolution démocratique reste la bourgeoisie, mais le prolétariat pousse la bourgeoisie à assumer son rôle dans cette révolution, et le cas échéant assume de jouer le rôle dirigeant de la révolution démocratique bourgeoise.

LA CHINE POPULAIRE COMME EXEMPLE DE NOUVELLE DÉMOCRATIE

La révolution chinoise avait deux objectifs : réaliser la révolution nationale en obtenant à l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, et réaliser la révolution démocratique en abolissant la féodalité.

Il ne s'agit donc pas d'une révolution socialiste, car elle laisse certains secteurs capitalistes intacts : ceux qui sont favorables au caractère anti-impérialiste et anti-féodal.

Mais lorsque la révolution démocratique a triomphé en 1949, que les impérialistes et leurs alliés chinois

compradores et féodaux ont été battus, on est passé de manière ininterrompue à la révolution socialiste, car la classe ouvrière dirigeait la révolution démocratique. Comme l'avait affirmé Mao Zedong:

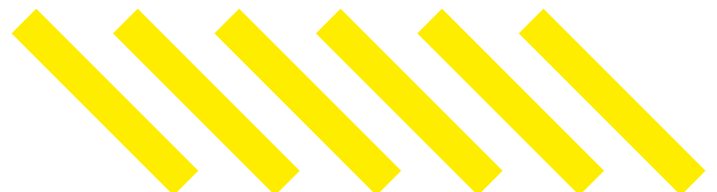
« La révolution démocratique est la préparation nécessaire de la révolution socialiste, et la révolution socialiste est l'aboutissement logique de la révolution démocratique. Le but final de tout communiste, et pour lequel il doit lutter de toutes ses forces, c'est l'instauration définitive d'une société socialiste et d'une société communiste. » (La révolution chinoise et le Parti Communiste de Chine)

La Chine populaire, à sa fondation en 1949, est un Etat socialiste, c'est-à-dire dirigé par la classe ouvrière et oeuvrant à construire le socialisme, dans la perspective du communisme.



La Chine populaire est, à sa fondation, un Etat socialiste, au même titre que l'URSS. Mais le pays étant moins développé, il ne s'agit pas encore d'une dictature du prolétariat, mais pour l'instant d'une démocratie populaire, dirigée par la classe ouvrière et fondée sur l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie.

La paysannerie, alliée de la classe ouvrière, se voit allouer les terres et les moyens de production possédés autrefois par les grands propriétaires fonciers ; la féodalité est abolie et cède la place à la propriété privée du petit paysan.



Toutefois, la Chine restant un pays retardé sur le plan économique, si les grandes banques et les grosses entreprises industrielles et commerciales sont des propriétés d'Etat, comme de fait tout ce qui a un caractère monopoliste, ou même dépasse les possibilités d'un simple particulier, l'Etat socialiste est tout de même obligé de tolérer dans une certaine mesure le capitalisme privé, urbain et rural, s'il est profitable à l'élévation des forces productives.

Ce capitalisme est totalement subordonné au secteur d'Etat, qui est prépondérant dans l'économie, et le mouvement des coopératives est lancé, comme forme intermédiaire entre l'organisation individuelle et l'organisation socialiste. En cinq ans, de 1949 à 1953, la part du secteur d'Etat dans la production industrielle passe de 34% à 59%, celle des entreprises privées de 63% à 24,9%.

Mais cela concerne la question de la construction du socialisme, une histoire passant également

historiquement par la Nouvelle Politique Economique (NEP) en Russie, la démocratie populaire, etc., et non plus la révolution de nouvelle démocratie.

Ce qui compte ici pour nous, c'est que la révolution de nouvelle démocratie s'est montrée comme une étape essentielle et incontournable pour les pays semi-coloniaux semi-féodaux dans la voie au socialisme.

La révolution démocratique, dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux, prend la forme de la révolution de nouvelle démocratie, aboutissant de manière ininterrompue au socialisme. ■

